

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT  
FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT**



**REPUBLIQUE DE GUINEE**

**DOCUMENT DE STRATEGIE-PAYS  
2012-2016**

**Département régional Ouest 2 (ORWB)  
Décembre 2011**

## TABLE DES MATIERES

Résumé analytique.....	ii
<b>I. INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>II. CONTEXTE ET PERSPECTIVES.....</b>	<b>1</b>
2.1. Contexte politique, économique et social.....	1
2.2. Options stratégiques.....	7
2.2.1. Cadre stratégique du pays.....	7
2.2.2. Faiblesses et défis.....	7
2.2.3. Forces et opportunités.....	9
2.3. Développements récents en matière de coordination de l'aide et positionnement de la Banque .....	10
2.4. Positionnement de la Banque.....	11
2.4.1. Portefeuille de la Banque.....	11
2.4.2. Leçons tirées du DSP précédent.....	14
<b>III. STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE SUR LA PERIODE 2009- 2012...</b>	<b>14</b>
3.1. Justification de l'intervention de la Banque.....	14
3.2. Résultats attendus et cibles.....	15
3.3. Suivi et évaluation.....	18
3.4. Questions de dialogue avec le pays.....	18
3.5. Risques et mitigations .....	19
<b>IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>20</b>

### ANNEXES

- Annexe 1 : Principaux indicateurs macroéconomiques...
- Annexe 2 : Conditions d'éligibilité de la Guinée au Pilier III de la FEF
- Annexe 3 : Domaines d'intervention des principaux PTF
- Annexe 4 : Guinée – Projets en Cours, en octobre 2011
- Annexe 5: Plan d'action pour l'amélioration du portefeuille en Guinée
- Annexe 6: Cadre logique
- Annexe 7 : Programmation des opérations du FADXII
- Annexe 8 : Carte de la Guinée

EQUIVALENCES MONETAIRES  
(septembre 2011)

Unité monétaire : Franc guinéen ( GNF)

1 UC = 1,61 Dollar EU

1 UC = 1,11 Euro

1,00 UC = 10 883,30 GNF

Année fiscale  
1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre

ABREVIATIONS ET SIGLES

APIP	l'Agence de promotion des investissements privés
AFD	Agence Française de Développement
APIMG	Association des professionnels de micro finance
BID	Banque islamique de développement
BM	Banque mondiale
BT	Basse tension
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CTSP	Cellule technique de suivi des programmes
CM	Conseil des Ministres
CNT	Conseil national de transition
DNIP	Direction nationale des investissements publics
DSP	Document de stratégie pays
DSRP II	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ELEP	Enquête Légère pour l'Evaluation de la Pauvreté
FAD	Fonds africain de développement
FBCF	formation brute de capital fixe
FCR	Facilité de crédit rapide a été remplacée
FEC	Facilité élargie de crédit
FEF	Facilité des Etats fragile
GAFSP	Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire
GIE	Groupements d'intérêt économique
GNF	Franc guinéen
IDA	Association international de développement
IPPTE	Initiative pays pauvre très endetté

LFR	loi de finance rectificative
MT	Moyenne tension
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OMVG	l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie.
PAC	Port Autonome de Conakry
PADER	Projet de développement agricole de la haute Guinée
PADIPOC	Projet d'appui au renforcement des capacités de gestion de la dette, des investissements publics et des organes de contrôles
PAR	projets à risques
PARCGEF	Projet d'appui au renforcement des capacités de gestion économique et financière
PDRN	Projet de diffusion du riz NERICA
PDSO II	Projet de Développement Social Durable en Haute et Moyenne Guinée Phase II
PEA	Perspective économique pour l'Afrique 2011
PEFA	Programme d'examen des dépenses publiques et d'évaluation de la responsabilité financière
PER	Projet d'Electrification Rurale
PHR-HG	Projet d'hydraulique rurale en haute Guinée
PIB	Produit intérieur brute
PME	Petites et moyennes entreprises
PNIR	Programme nationale d'infrastructures rurales
PPP	Partenariat public privé
PREREC	Projet de Réhabilitation et d'Extension des Réseaux Electriques de Conakry
PTF	Partenaires techniques et financiers
RISP	Stratégie d'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest 2011-2015
SMP	Programme de référence
SNDS	Stratégie nationale de développement de la statistique
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UGP	Unité de Gestion de Projet
ZMAO	Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest

## Résumé analytique

1. La réussite des élections présidentielles de novembre 2010 et la stabilisation de la situation économique et sociale, ont permis à la Banque d'opter pour la préparation d'une nouvelle stratégie couvrant la période 2012-2016. Ce document présente cette stratégie et les résultats de la revue du portefeuille et du rapport d'achèvement du DSP 2005-2009 tel que prorogé jusqu'en 2011.
2. Au niveau politique, la transition qui a suivi la disparition du Président Condé en 2008 a été difficile. Le pays a traversé une grave crise politique qui a pris fin avec les élections de 2010. La tenue des élections législatives initialement prévue pour fin 2011 devrait marquer la fin de cette transition. Sur le plan économique, les nouvelles autorités ont hérité d'une situation difficile. Les performances économiques entre 2009 et 2010 ont été en deçà des objectifs du DSRP II (2007-2010) et de la moyenne de la sous-région en raison d'une gestion malsaine des finances publiques. Mais les perspectives à moyen et long terme sont positives. Sur le plan social, le pays a connu un accroissement sensible de la pauvreté et la probabilité d'atteindre les OMD comme prévu est faible. Le secteur privé, largement informel, demeure contrarié par l'un des environnements des affaires les moins propices au monde.
3. Le nouveau gouvernement dispose d'une vision stratégique claire comme démontre la prorogation du DSRP II (2007-2010) jusqu'à fin 2012<sup>1</sup>, le Plan quinquennal 2011-2015, la préparation du DSRP III (2012-2015) et de la vision prospective Guinée 2035 actuellement en cours. Cette démarche prend en compte l'ensemble des faiblesses et défis du pays à savoir : (i) le faible niveau de gouvernance économique et financière et le haut niveau de corruption ; (ii) le faible niveau d'infrastructures ; (iii) la prévalence d'un chômage élevé, du sous-emploi et la faiblesse des ressources humaines. Elle prend également en compte les opportunités du pays à savoir : (i) la dotation exceptionnelle de ressources minières ; (ii) le potentiel en ressources hydrauliques et agricoles et (iii) la situation géostratégique centrale dans la sous-région. Des discussions avec les autorités guinéennes il ressort qu'à l'image du plan stratégique 2011-2015, les axes gouvernances et infrastructures demeureront au cœur du DSRP III (2012-2015).
4. Bien que la mise en œuvre de la stratégie (DSP) 2005-2009 telle que prorogée à 2011 s'est déroulée dans un contexte d'instabilité socio-politique, la Banque a réussi à obtenir plusieurs résultats probants grâce au fait qu'elle a été l'un des rares PTF à ne pas enregistrer d'arriérés vis-à-vis du pays. Cette mise en œuvre a également permis de tirer des leçons qui devraient contribuer à : (i) consolider la position privilégiée de la Banque ; (ii) renforcer l'importance pour les autorités de s'approprier les réformes ; (iii) renforcer le rôle de la Banque dans les domaines de la gouvernance et des infrastructures ; et (iv) améliorer le paiement des contreparties nationales et du service de la dette.
5. Dans ces conditions, la Banque a opté pour la préparation d'un DSP complet couvrant la période 2012-2016, plutôt que de proroger à nouveau la stratégie actuelle 2005-2009 prorogée à 2011. La nouvelle stratégie de la Banque est basée sur deux piliers : **(i) la gouvernance économique et financière** ; et **(ii) les infrastructures d'appui au développement**. Sous le premier pilier elle visera à renforcer les capacités de gestion des finances publiques; améliorer la gouvernance dans le secteur extractif ; et renforcer le budget de l'Etat. Sous le second, elle visera à réduire le déficit de production de l'énergie ; et à accroître le développement des infrastructures de transport.
6. Les fonds programmés dans le cadre du DSP 2012-2016 ne concernent que l'allocation du FAD-XII estimé en 2011 à 47,67 MUC. Un montant de 20 MUC a été affecté au Programme d'appui budgétaire approuvé en 2011. La Guinée a également accès à 2,50 MUC au titre du guichet III de la FEF. Le reliquat disponible sur le FAD-XII estimée en 2011 à 27,67 MUC a été entièrement alloué à

---

<sup>1</sup> Il est communément appelé DSRP (2011-2012)

trois projets régionaux d'infrastructure. Ce choix permettra au pays de mobiliser un montant supplémentaire de 55,34 MUC au-delà de l'allocation du FAD-XII au titre des fonds régionaux, portant ainsi le montant total accessible à la Guinée pour 2011-2013 à 105,51 MUC. Les ressources disponibles à la Guinée au titre du FAD-XIII (2014-2016) seront programmées lors de la revue à mi-parcours prévue pour fin 2013, en conformité avec les orientations stratégiques ainsi définies.

7. Outre les opérations de prêt, la Banque va également conduire un nombre d'études économiques et sectorielles et appuyer la gouvernance dans le secteur minier à travers la Facilité africaine de soutien juridique et le guichet secteur privé. En particulier l'étude phare de la Banque pour la Guinée « intégration régionale, stabilité politique et croissance en Guinée: un plan d'action pour les infrastructures » à l'image des études similaires dans les 3 autres pays de l'Union du fleuve Mano, éclairera la revue à mi-parcours de la présente stratégie ainsi que la coopération avec la Guinée dans les années à venir.

8. Le cadre des résultats a été défini en coordination avec les autorités. Il établit la chaîne des résultats pour la mise en œuvre du DSP 2012-2016 et sera utilisé pour la revue à mi-parcours en fin 2013 et le rapport d'achèvement en 2016. Dans le secteur de la gouvernance, l'appui budgétaire et le financement de la FEF (appui ciblé) permettront d'améliorer la gestion des finances publiques tout en appuyant les réformes visant à une meilleure gouvernance notamment dans le secteur extractif. Dans le sous-secteur de l'énergie deux projets régionaux sont programmés d'ici fin 2013 (OMVG et interconnexion électrique Côte d'Ivoire-Liberia-Sénégal-Guinée). Dans le sous-secteur du transport, la Banque prévoit de financer la route Boké-Québo qui, du fait de son rôle intégrateur, permettra de disposer d'une liaison routière fiable entre Conakry et Bissau. Ces projets régionaux du fait de leurs rôles intégrateurs permettront notamment d'accroître le taux d'accès à l'électricité, de créer des emplois temporaires et permanents, de réduire le coût de production de l'électricité, de réduire le nombre de délestages de production et de réduire les émissions des gaz à effets de serre. En particulier la réduction des coûts de transport entre la Guinée et la Guinée Bissau qui en résultera favorisera la promotion des échanges entre les deux pays.

9. Concernant le dialogue, le processus de préparation de la stratégie a fait l'objet d'un dialogue permanent avec les autorités, dialogue qui continuera pendant la mise en œuvre du DSP 2012-2016. Celui-ci portera sur : (i) le point d'achèvement de l'IPPTE ; (ii) les réformes liées à l'appui budgétaire (iii) les préparatifs de la conférence des partenaires de la Guinée. (iv) le suivi-évaluation et la mise en œuvre du DSRP III (2012-2015) ; (v) les perspectives d'intégration régionale; et (vi) la gestion du portefeuille.

10. Les Conseils sont invités à examiner et approuver le DSP 2012-2016, basé sur deux piliers complémentaires, à savoir : (i) la gouvernance économique et financière ; et (ii) les infrastructures d'appui au développement.

## INTRODUCTION

1. Le Document de stratégie pays (DSP) 2005-2009 du Groupe de la Banque en Guinée a été approuvé en juillet 2005 mais son terme a coïncidé avec la crise socio-politique de 2009. La Banque, comme les autres Partenaires techniques et financiers (PTF), avait alors opté pour une extension de sa stratégie jusqu'à 2011. Elle a également entériné l'éligibilité du pays au guichet III de la Facilité des Etats fragiles (FEF) (cf. encadré 1 et annexe 2).

### Encadré 1 - Fragilité en Guinée

La Guinée n'a pas connu de guerre civile mais a mal géré la transition politique qui a suivi la disparition du Président Condé et demeure de ce fait un Etat fragile, éligible depuis 2009 au guichet III de la FEF. Outre les raisons historiques, **L'Etude phare de la Banque en Guinée**<sup>2</sup> a identifié six sources de fragilité dans le pays à savoir : (i) la multiplication des conflits dans la sous-région (Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Liberia et Sierra Leone); (ii) le haut niveau de corruption ; (iii) la situation de l'emploi ; (iv) les problèmes liés au trafic de la drogue dans la sous-région; (v) les inégalités de revenu ; et (vi) l'insécurité alimentaire. Aujourd'hui, malgré la réussite des élections présidentielles de novembre 2010, la tentative d'assassinat du chef de l'Etat du 19 juillet 2011 et la discorde entre le gouvernement et l'opposition sur la date et les modalités des élections législatives qui ont abouti aux manifestations du 27 septembre 2011 sont autant de preuves de la persistance de fragilité politique du pays.

2. La réussite des élections présidentielles de novembre 2010 et la normalisation de la situation économique et sociale qui s'en est suivie a permis au gouvernement de proroger le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP II) 2007-2010 jusqu'à fin 2012, tout en engageant la préparation du plan quinquennal (2011-2015), la vision prospective Guinée 2035 et du DSRP III 2012-2015. Une version provisoire complète du plan quinquennal fait déjà l'objet d'une série de consultations avec

<sup>2</sup> L'Etude phare de la Banque « Infrastructures et Croissance en Guinée » est actuellement en cours de préparation s'inscrit dans la stratégie d'intégration régionale (RISP 2011-2015) de la Banque en Afrique de l'ouest (cf. encadré 3, p. 14). Il a fait l'objet d'un atelier de validation le 29 Novembre 2011 à Conakry.

les parties prenantes. Quant au DSRP III (2012-2015), sa finalisation est prévue pour fin 2012. Dans ce contexte, la Banque, en concertation avec le gouvernement, a opté pour la préparation d'une nouvelle stratégie couvrant la période 2012-2016, les discussions avec le Gouvernement ayant indiqué que le DSRP III à l'image du plan quinquennal va perpétuer les orientations stratégiques *clés* du DSRP II (gouvernance, infrastructures), (cf. paragraphe 2.2.1). Néanmoins, si un scénario de changement considérable de la stratégie de développement du pays se produit, la Banque pourra procéder aux ajustements stratégiques nécessaires du DSP au cours de la revue à mi-parcours prévue pour fin 2013.

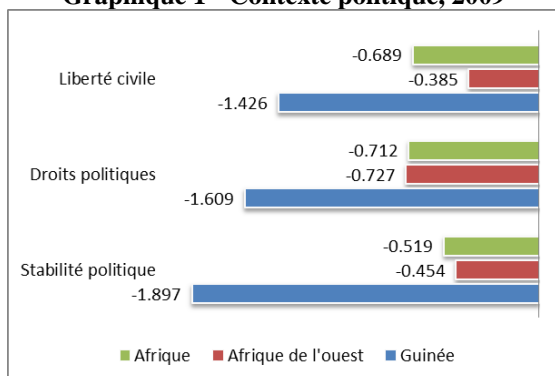
3. Le présent document présente la nouvelle stratégie de la Banque en Guinée pour la période 2012-2016 tout en procédant à une revue de portefeuille et à un rapport d'achèvement du DSP 2005-2009 tel que prorogé jusqu'en 2011.

## II. CONTEXTE ET PERSPECTIVES

### 2.1 Contexte politique, économique et social

4. **Contexte politique** : La Guinée n'a pas connu de guerre civile mais a mal géré la transition politique qui a suivi la disparition du Président Condé. Entre 2009 et 2010, le pays a traversé une crise qui a lourdement affecté son climat économique et sociale (graphique 1). La transition démocratique entamée depuis l'accord de Ouagadougou de janvier 2010 a permis l'organisation des premières élections libres et régulières du pays. La tenue des prochaines élections législatives initialement prévues pour fin 2011 devrait marquer la fin de la transition.

**Graphique 1 - Contexte politique, 2009**

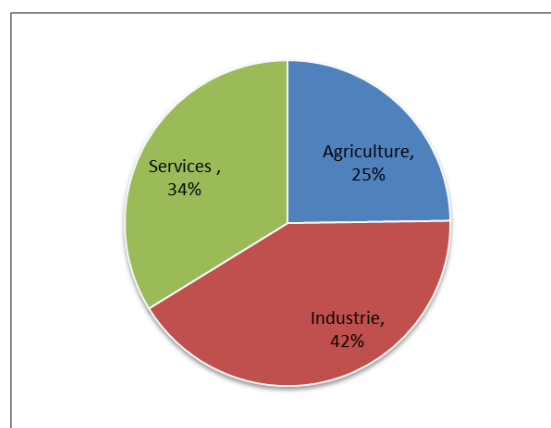


Score -4.0 (Moins bon) to 2.5 (Meilleur)  
Source: Département des statistiques de la BAD

**5. Contexte Economique :** Les nouvelles autorités ont hérité d'une situation difficile caractérisée par une économie mal gouvernée, une pauvreté élevée et croissante, des tensions sociales et ethniques, un niveau élevé d'endettement (300% des exportations à fin 2010) avec accumulation des arriérés vis-à-vis de la plupart des PTF, à l'exception de quelques rares dont la Banque. Structurellement, l'économie est peu diversifiée<sup>3</sup>, dépendante des performances du secteur minier qui représente 14,5% du PIB et fournit près de 90% des recettes d'exportation. L'agriculture représente 25% du PIB, l'industrie 41% et les services 34% (Cf. graphique 2). L'analyse des moteurs de la croissance montre qu'elle est tributaire des investissements publics (+12% en 2010) et des investissements dans le secteur minier (+6,4% en 2010). Ces investissements concentrés dans des secteurs peu productifs (sécurité et défense), ou intensifs en capital (mines), n'ont pas produit les effets d'entraînement escomptés sur le reste de l'économie ni sur le niveau de vie de la population.

<sup>3</sup> La faible diversification de l'économie guinéenne est selon l'Etude phare que la Banque est en train de finaliser, l'une des sources de fragilité du pays (cf. encadré 2).

**Graphique 2 - PIB par secteur (2009)**



Source: Département des statistiques de la BAD

6. Les performances économiques entre 2009 et 2010 ont été en deçà des objectifs du DSRP II et de la moyenne de la sous-région. En 2009 la Guinée a connu la première récession économique depuis 1987 avec un taux de croissance de -0,3% en 2009 contre 4,9% projeté. En 2010 le taux réalisé a été de 1,9% pour un objectif de 3,7%. La part du déficit public dans le PIB est passée de 1,3% en 2008, à 7,2% en 2009 et à 14,3% en 2010 (Tableau 1). Une aggravation est imputable à une hausse sans précédent des dépenses militaires et de la masse salariale de la fonction publique.

**Tableau 1 - Principaux agrégats macroéconomiques en Guinée**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Croissance annuelle %						
PIB	4,9	-0,3	1,9	4	5,1	5,7
PIB par tête	1,7	-3,4	-1,2	0,7	1,8	2,4
Inflation	13,5	7,9	20,8	17,1	8,3	5,6
en % du PIB						
Recettes totales	15,7	15,4	15,3	16,7	18,5	20
Dépenses totales	17,4	23,6	29,6	22,6	21,4	21
Balance fiscale totale	-1,7	-8,3	-14,3	-2,0	-3,0	-1,4
Valeur en M USD						
Reserve internationale	70,1	163,5	78,2	267,8	521,8	582,4
Déficit de la balance de paiement	422,7	403,2	326,8	222,4	167,7	205,4

Sources : FMI

7. En 2010, la dégradation des revenus des ménages s'est traduite par une baisse du niveau de la consommation finale privée (8,5%) alors que la consommation publique a progressé de 9,7%. Sur le plan de l'investissement, la formation brute de capital fixe (FBCF) s'est accrue de 20,9 % en 2010 contre une baisse de 14,8 % en



2009. La croissance du PIB a été de 1,9% en 2010. Dans un tel contexte de faibles performances économiques, de faible mobilisation des recettes intérieures et de suspension de l'aide extérieure suite à la crise politique de 2009/2010, les autorités ont eu recours au financement bancaire, à l'accumulation des arriérés de paiement internes et externes et à la création monétaire pour financer les dépenses courantes.

8. Malgré ces difficultés, de bonnes perspectives s'annoncent pour l'année 2011 (4% de croissance) et surtout à partir de 2012 : 5,1% en 2012 et 5,7% en 2013 (cf. tableau 1). Selon les Perspectives économiques pour l'Afrique 2011 (PEA) de la Banque, le retour de l'ordre constitutionnel, la restauration de la confiance de la part des partenaires au développement et le renforcement de la stabilité dans la sous-région, devraient accélérer le rythme de l'investissement privé (14% en moyenne entre 2011 et 2012). Le pays devrait également tirer profit de la hausse des prix mondiaux de l'aluminium et, surtout, de l'or. La reprise

dans le secteur minier aura des effets d'entraînement sur les secteurs de la construction, des services ainsi que sur les recettes fiscales. Les effets d'entraînement pourraient également toucher le secteur agricole, les infrastructures et les équipements collectifs (communication et énergie). Ce redressement devrait s'accompagner d'une maîtrise graduelle de l'inflation dont le taux pourrait décélérer de 17% en 2011 à 5,6% en 2013 et d'une maîtrise du déficit budgétaire hors dons qui devrait passer de 5,9% en 2011 à 1,4% en 2014. Ces perspectives sont en outre renforcées par (i) les retombées de l'accord transactionnel avec la compagnie australienne 'Rio Tinto' qui a permis au trésor d'engranger 700 millions d'USD de recettes exceptionnelles, (ii) des perspectives d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (IPPTE) d'ici 2012 qui devrait libérer le budget de l'Etat d'une large part de la dette extérieure (cf. encadré 2); et (iii) de la stabilisation politique retrouvée dans la sous-région notamment en Côte d'Ivoire et au Liberia.

#### **Encadré 2 - Perspectives d'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE**

Jusqu'à la fin de 2010, le stock de la dette de la Guinée y compris les arriérés équivalaient à 71% du PIB et à 300% des recettes d'exportations. La dette est essentiellement publique et multilatérale (65%). Les arriérés accumulés représentent environ 1,1% du stock en 2010. Le service de la dette extérieure est estimé à 174,7 millions USD soit 11,8 % des exportations et 32% des recettes fiscales. La situation budgétaire demeurera de ce fait délicate tant que le point d'achèvement de l'IPPTE n'est pas atteint. La Guinée qui a atteint le point de décision renforcée en décembre 2000, n'a pas réussi encore à atteindre le point d'achèvement. En attendant, un allègement intérimaire a été fourni par tous les principaux créanciers, y compris la Banque, le FMI et l'Association internationale de développement (IDA) ainsi qu'un rééchelonnement de la dette des membres du Club de Paris. Aujourd'hui le gouvernement considère l'atteinte du point d'achèvement comme une des priorités de son action. Il a repris ses relations avec le FMI en janvier 2011 et a défini les déclencheurs et les réformes nécessaires à l'atteinte de ce point. Mais, depuis l'accord transactionnel avec 'Rio Tinto'<sup>4</sup>, la séquence initiale du soutien du FMI a été ajustée. La proposition initiale de mettre en œuvre une Facilité élargie de crédit (FEC) a été remplacée le 1<sup>er</sup> juillet 2011 par un programme de référence (SMP) qui devrait couvrir une année, et ce rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Ce programme pourrait être remplacé par une Facilité de élargie de crédit (FEC) d'une année, rétroactivement depuis juillet 2011. La mission de novembre 2011 a obtenu un accord *ad referendum* sur les éléments clés d'un programme macroéconomique et financier, notamment sur le budget de 2012, qui pourrait être soutenu par le FMI au titre de la FEC. Les discussions se poursuivront dans le but de soumettre le programme à l'approbation du Conseil d'Administration du FMI au début de l'année 2012.

<sup>4</sup> Les ressources exceptionnelles de 700 millions de \$ obtenues par l'Etat ont été pour une partie (250m\$) consacrée à la création d'un fonds d'investissement dans les infrastructures et le reliquat (450 millions) a été réparti entre le budget de 2011 et celui de 2012 avec l'assistance du FMI, et de la Banque mondiale.

## 9. Gouvernance et systèmes pays :

Les crises politiques des années 2009-2010 ont affecté le cadre fiduciaire déjà fragile du pays. Les indicateurs de gouvernance du pays relatent ces difficultés (cf. tableau 2 ci-dessous). De même, le classement de la fondation Mo Ibrahim place la Guinée au 45<sup>ème</sup> rang par rapport aux 53 pays africains en 2008/2009 en termes de gouvernance. Par ailleurs, le classement de l'EPIP 2010 de la Banque place le pays à la 26<sup>ème</sup> position sur les 40 pays éligibles au FAD et ce malgré l'amélioration de la note du pays de 3,19 en 2009 à 3,40 en 2010. Les principales faiblesses ainsi identifiées sont : (i) le cadre règlementaire des affaires ; (ii) la gestion de la dette ; (iii) le droits de propriété et gouvernance ; (iv) la transparence, responsabilité et corruption ; et (v) protection sociale.

**Tableau 2 - Indicateurs de gouvernance**

Indicateurs	2008	2009
Efficacité de la gouvernance	-1.31	-1.29
Ecoute et responsabilité	-1.36	-1.43
Perception de la corruption	-1.31	-1.23
Etat de droit	-1.57	-1.61

Score -3.0 (Pas bon) to 2.5 (Très bon)

Source: Département des statistiques de la BAD en utilisant les données du WEF 2010

10. **En ce qui concerne la gestion des finances publiques**, la revue la plus récente du PEFA qui date de 2007 a souligné plusieurs faiblesses qui sont toujours d'actualité<sup>5</sup>. dans la mesure où les réformes qui avaient été recommandées n'ont pas pu être mises en œuvre au cours de la période 2008-2010. Le FMI a par ailleurs mené en 2007 une évaluation des mesures de sauvegardes au niveau de la

<sup>5</sup> Il s'agit notamment des domaines de (i) l'exécution des budgets ; (ii) la collecte des recettes fiscales ; (iii) la transparence des relations budgétaires intergouvernementales ; (iv) la surveillance du risque budgétaire ; (v) le système de vérification interne (vi) la disponibilité des informations sur les ressources reçues par les Unités de prestation de services primaires ; (vi) l'étendu, nature et suivi de la vérification externe ; et (vii) l'examen des rapports de vérification externe par le pouvoir législatif

Banque centrale de la République de Guinée (BCRG), qui couvrait cinq domaines : le mécanisme d'audit externe; la structure juridique et l'indépendance, le cadre de reportage financier; le mécanisme d'audit interne et le système de contrôles internes. Cette évaluation a été jugée satisfaisante et a été confirmée par le dernier rapport d'audit indépendant des comptes de la BCRG au titre de l'année 2009. En ce qui concerne, la passation des marchés, le pays ne répond pas aux exigences requises pour l'utilisation du système pays. Ce domaine présente certaines faiblesses qui ont été aggravées lors de la période de transition militaire (2009/2010). En effet, le cumul des montants des marchés de gré à gré passés au cours de ces deux années représente près de 13 000 milliards de francs guinéens (2,2 milliards de \$), soit environ 44% du PIB. Toutefois, le nouveau Gouvernement s'est engagé à corriger définitivement cette pratique à travers l'audit par un comité indépendant composé d'auditeurs de la Banque mondiale et de l'administration publique portant sur l'ensemble des marchés publics conclus entre 2009 et 2010. Il s'est engagé également à élaborer un plan d'actions pour mettre en œuvre les recommandions de l'audit.

11. Conscient de ces difficultés, le nouveau gouvernement, s'est engagé à mettre en œuvre un plan de réformes ambitieux, appuyé par les PTF dans le cadre d'une matrice commune (cf. annexe 3). Il a déjà entamé un nombre d'actions tel que : (i) la création du Haut-commissariat à la réforme de l'Etat et la modernisation de l'administration ; (ii) le gel des marchés publics signés entre 2009 et 2010 ; (iii) l'élaboration du projet de loi anti-corruption ; (iv) l'élaboration du programme national et la maîtrise de bonne Gouvernance ; et (v) la révision des effectifs de la fonction publique et la détection de 5000 emplois fictifs. D'autres actions sont en cours de préparation notamment la finalisation du nouveau code

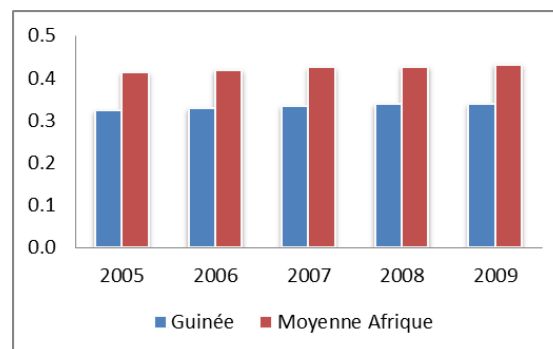
minier et celui des marchés publics<sup>6</sup>. Ce dernier permettra de faire face à la faiblesse du cadre légal régissant la passation des marchés publics. Le Code actuel ne fournit en effet pas les mesures de sauvegarde pour cadrer le recours à la procédure de gré à gré et a été une source d'abus. Le Gouvernement entend également faire un état des lieux de ces marchés, mettre en place des réformes visant le renforcement du cadre légal régissant la passation des marchés et réaliser des audits trimestriels de ces marchés, mesure prévue au titre du processus de l'IPPTE.

12. **Contexte social :** La pauvreté a augmenté et a atteint un niveau élevé au cours des années. L'Enquête légère pour l'évaluation de la pauvreté (ELEP) réalisée en 2007 a évalué à 53% la part de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1 USD<sup>7</sup> par jour, contre 49% en 2002. Cette part est estimée à 55% aujourd'hui. Ce phénomène semble se concentrer en milieu rural puisque la part de population rurale vivant en dessous du seuil de pauvreté était de 63%, contre 31% pour la population urbaine. Les indicateurs sociaux montrent que la probabilité d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) est faible et que le pays demeure dans le dernier quintile en termes de développement humain même si son score est passé de 0,323 à 0,340 entre 2005 et 2010 (cf. graphique 3).

<sup>6</sup> L'adoption des deux codes par le Conseil des ministres représente deux des trois conditions préalables au décaissement de la seconde tranche de 5 millions d'UC de l'appui budgétaire de 20 millions d'UC que le Conseil de la Banque a approuvé en mai 2011.

<sup>7</sup> Elle aurait atteint 58% en 2010.

**Graphique 3 - Indice de développement humain**



Source: Département des statistiques de la BAD

13. Les services de santé sont dans un état de grave dégradation en raison des coupures budgétaires qu'a subies le secteur dont la part dans le PIB est passée de 1% en 1993 à 0,2% en 2010. Le paludisme reste la première cause de morbidité et de mortalité chez les enfants. Le taux de mortalité infantile était de 101 pour mille en 2004 et le taux de mortalité maternelle est l'un des plus élevés en Afrique (740 pour 100.000). C'est pour cette raison que le nouveau gouvernement a décrété la gratuité des césariennes et des premiers soins pour les nouveaux nés. Le taux de prévalence du VIH estimée à 1,6% est l'un des plus faibles de la région.. Le gouvernement poursuit une politique de libre accès aux médicaments anti-rétroviraux, qui reste limité par le manque de ressources.

14. La crise a également affecté le secteur éducatif. Le taux brut de scolarisation a stagné autour de 79% depuis 2007, et à 70% pour les filles. Dans les zones rurales, le taux est de 60%. Le point alarmant est que le taux d'abandon est passé de 5,9% en 2007 à 11,6% en 2010, faisant baisser le taux d'achèvement du primaire à 57% en 2010.

15. **Concernant le genre,** la Guinée a ratifié la convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard de la femme (CEDAW) et a enregistré des avancées dans la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes dans les domaines de la santé et de l'éducation. Les ratios filles-garçons

sont en effet passés de 0,76 en 2005 à 0,92 en 2010 dans les écoles primaires et de 0,45 à environ 0,59 dans les écoles secondaires. Ce ratio stagne cependant à 0,3 dans les universités. Cependant, de fortes inégalités persistent dans le domaine du travail où la proportion de femmes dans les postes de salariés du secteur formel en dehors de l'agriculture est de 0,30. Au niveau politique, la représentativité des femmes demeure également faible puisque moins de 20% des membres de la dernière législature étaient des femmes et seulement 17% des postes de décision dans l'administration sont occupés par des femmes.

**16. Développement du secteur privé ; environnement des affaires et compétitivité :** Le développement du secteur privé, dont la majeure partie est informelle, est contrarié par un environnement des affaires considéré comme l'un des moins propices au monde. En effet, les rapports « Doing Business » 2009 et 2010 classent le pays à la 179<sup>ème</sup> position sur 183 soit à la 47<sup>ème</sup> place en Afrique (cf. tableau 3), et montrent que la Guinée souffre d'un déficit de gouvernance, d'un héritage de corruption, de lenteurs bureaucratiques, d'un faible niveau de protection des investisseurs et des difficultés d'accès au crédit. Ces contraintes expliquent la faiblesse de la contribution de l'investissement privé à l'économie (11% du PIB). L'étroitesse du tissu économique formel fait peser l'essentiel de l'effort fiscal sur ses activités. Ainsi la Guinée est classée au 47<sup>ème</sup> rang en Afrique en termes de paiement des taxes selon « Doing Business » 2012 qui estime que le niveau de taxation en Guinée représente près de 55% du profit. Par ailleurs, le dialogue avec les chambres de commerce montre que le manque d'infrastructures fiables, notamment dans les secteurs du transport et de l'énergie, constitue une contrainte pour les investissements privés, particulièrement pour les PME.

**Tableau 3 - Facilité des affaires**

Intitulé	Rang en 2009	Rang en 2010	Statut Amélioration (▼)
Facilité de faire des affaires	42	47	▲
Démarrage d'une entreprise	48	49	▲
Agréments	46	46	▶
Enregistrement de biens	43	44	▲
Obtention de crédits	47	47	▶
Protection des investisseurs	49	50	▲
Paiement des impôts	46	47	▲
Commerce transfrontalier	19	19	▶
Exécution des contrats	28	27	▼
Fermeture d'une entreprise	20	24	▲

Source: Département des statistiques de la BAD

17. Conscient de ces lacunes, le nouveau gouvernement envisage de mettre en place un ensemble de réformes. Il a ainsi créé l'Agence de promotion des investissements privés (APIP) en remplacement de l'Office de promotion des investissements en Guinée (OPIG) dont l'objectif serait plus élargi pour couvrir : (i) la création d'un guichet unique pour la facilitation et le suivi des formalités de création d'entreprises et de sociétés, de modification ou de cessation d'activité ; (ii) la cohérence entre le code des investissements des PME/PMI et les codes sectoriels et ; (iii) l'harmonisation avec les autres agences de la Cedeao. Par ailleurs, une nouvelle structure patronale a été mise en place dans le but : (i) de créer une meilleure synergie d'actions entre les entreprises, (ii) de générer plus d'emplois durables, et (iii) d'assurer une meilleure défense des intérêts des entreprises nationales.

18. La contribution du secteur financier à l'économie demeure encore marginale. La faible compétitivité de l'économie du pays est d'ailleurs largement attribuable à un accès insuffisant aux financements puisque le secteur bancaire se concentre essentiellement sur les crédits à court terme. Quelques institutions financières déjà existantes dans la sous-région tentent actuellement de s'implanter en Guinée. Leur implantation devrait être encouragée par des réformes indispensables à l'essor du domaine bancaire. Le gouvernement guinéen envisage dans ce cadre d'engager

des réformes dans les secteurs des banques et de l'habitat, afin de faciliter l'accès aux crédits bancaires et fonciers.

19. Les différentes interventions de la Banque aussi bien dans le domaine de la gouvernance et des infrastructures d'appui au développement permettront de promouvoir le développement des Petites et Moyennes Entreprises.

**20. Environnement et changement climatique :** Selon la FAO, près de 80% de l'énergie utilisée dans le pays est fournie par la biomasse, occasionnant la disparition de près de 37.000 ha de forêts par an. La forêt dense guinéenne a connu un net recul passant de 14 millions ha en 1967 à 700.000 ha en 2002. La forte érosion des sols qui s'en est suivie a eu pour conséquences la perte de la fertilité des sols et de la biodiversité. Cette situation pourrait être aggravée par les effets du changement climatique sur les plaines côtières où l'intensification des inondations et de la salinisation des sols, dans une des régions qui fournit l'essentiel de la production de riz du pays, risque de peser sur la sécurité alimentaire du pays. Par ailleurs, l'extension du secteur minier expose les populations à des risques de pollution auxquels elles ne sont pas préparées. Face à ces menaces, le gouvernement s'est engagé depuis 2001 dans une politique nationale de protection de l'environnement assortie d'un plan national d'action environnemental (PNAE) avec 5 objectifs : (i) l'amélioration du cadre de vie urbain et rural ; (ii) la gestion rationnelle et la protection des ressources ; (iii) la protection contre les risques majeurs ; (iv) la prévention et correction des pollutions et nuisances ; et (v) la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel et naturel.

**21. Intégration régionale :** Malgré une volonté politique et un positionnement géostratégique central dans la sous-région, la Guinée n'occupe que le 9<sup>ème</sup> rang en termes de performance en matière d'intégration régionale sur les 15 pays de

la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Sur 53 conventions et protocoles adoptés par la CEDEAO, le pays n'en a ratifié que 38<sup>8</sup>. L'étude phare, a également identifié le faible niveau des infrastructures portuaires, d'interconnexions routières et électriques comme un des principaux facteurs qui expliquent la faiblesse de l'intégration des échanges au sein de la région (cf. paragraphe 28). Dans le domaine monétaire, elle a intégré la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) visant la création d'une deuxième Union monétaire appelée à fusionner avec L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), selon une feuille de route communautaire, pour former la zone monétaire de la CEDEAO. L'aboutissement de ce projet est cependant conditionné par le respect des critères de convergence reflétant la stabilité des prix, des politiques budgétaires prudentes et le maintien d'un niveau adéquat de réserves en devises.

## 2.2 Les options stratégiques

### 2.2.1 Le cadre stratégique du pays

22. Après des années de « navigation à vue », le pays compte avec le nouveau gouvernement renouer avec la planification stratégique. Dans un premier temps, il a prorogé le DSRP II (2007-2010)<sup>9</sup> jusqu'à fin 2012 tout en s'engageant dès à présent dans la

<sup>8</sup> Derrière le Ghana qui en avait ratifié 43, le Mali, le Sénégal, le Sierra Leone et le Togo qui ont ratifié 42 accords.

<sup>9</sup> Cette stratégie est basée sur 3 axes : (i) l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines ; (ii) l'accélération de la croissance et la création d'opportunités d'emplois pour tous ; et (iii) l'amélioration de l'accès à des services sociaux de qualité. La reformulation des orientations stratégiques du DSRP2 prorogé ou du DSRP (2011-2012), subdivisent ces 3 axes en 5 plus explicites : i) l'amélioration de la gouvernance globale ; ii) la lutte contre la pauvreté ; iii) le développement des infrastructures de base ; iv) le développement et l'expansion de l'économie ; et v) la réforme des forces de défense et de sécurité.

préparation du DSRP III (2012-2015) avec l'appui de la Banque. Le nouveau DSRP devrait inclure la gouvernance et les infrastructures comme principaux axes d'intervention du gouvernement, puisque ces deux domaines figurent parmi les principales contraintes au développement du pays (cf. section 2.2.2 et Etude phare de la Banque). Le pays a également préparé des stratégies sectorielles notamment dans le secteur de la gouvernance avec le Plan stratégique de réforme des finances publiques et de l'énergie avec la lettre de politique de développement du secteur de l'énergie<sup>10</sup>. Dans le même temps, le pays est en train de préparer un Plan quinquennal 2011-2015 et une Etude Nationale Prospective, vision 2035<sup>11</sup>. Entre temps, il a résumé son programme d'intervention dans le court terme dans un plan d'action prioritaire s'articulant autour de cinq axes : (i) la bonne gouvernance ; (ii) la lutte contre la pauvreté et l'accès aux services de base ; (iii) le développement des facteurs de production ; (iv) l'expansion économique ; et (v) la restructuration des services de sécurité.

### 2.2.2 Faiblesses et défis

23. Faible niveau de gouvernance économique et financière et niveau élevé de corruption: Entre 2005 et 2009, les indicateurs de gouvernance institutionnelle de la Guinée ont été les plus faibles de la sous-région. Une contreperformance attribuable à la faiblesse de l'administration publique, des organes de contrôle et la prévalence d'un haut niveau de corruption. L'administration publique qui a perdu beaucoup de ses compétences après des années de sous-investissement et de crises, se retrouve actuellement mal outillée pour gérer et exécuter le budget de

<sup>10</sup> Toutefois, d'autres secteurs devraient encore développer des stratégies sectorielles, telle que celui des routes, par exemple.

<sup>11</sup> La Banque a insisté sur la nécessité de consistance entre ces trois documents surtout qu'ils sont préparés par des ministères différents.

l'Etat. Durant la crise, elle a été incapable d'exécuter un budget sans dépassement alors que le système de passation des marchés publics a été pour l'essentiel géré par des procédures de gré à gré pour un montant avoisinant les 2,2 milliards d'USD. A ceci s'ajoute une corruption endémique<sup>12</sup> qui a été généralisée durant la crise, notamment dans le secteur minier où l'absence d'une réglementation claire a laissé le pays en proie à une gestion douteuse, le privant de sources de financement considérables. Selon l'ELEP, 89% de la population considère la corruption comme un des phénomènes qui affecte le plus la pauvreté dans le pays. Les études de base du DSRP (2011-2012), démontrent que la corruption coûterait aux opérateurs économiques plus de 500 milliards de GNF par an. Pour faire face à ces défis, le nouveau gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre des réformes, parmi lesquelles la révision du code minier et les conventions minières et le gel de certains marchés publics signés en 2009 et 2010<sup>13</sup>. A cela s'ajoute l'élaboration du projet de loi anti-corruption et d'un programme national de bonne Gouvernance.

24. Faible niveau d'infrastructures : L'étude phare de la Banque pour la Guinée (encadré 1) a démontré que le développement économique de la Guinée est contraint par un déficit structurel d'infrastructure notamment dans le domaine énergétique et du transport. Le pays a certes fait quelques progrès, mais qui restent insuffisants au regard des déficits cumulés durant les dernières décennies. La production énergétique ne couvre que 40% de la demande interne et le pays présente le taux de densité routière le plus faible de la sous-région (2,8

<sup>12</sup> L'indice de perception de la corruption de *Transparency international* place le pays à la 154<sup>ème</sup> position (sur une échelle qui en compte 178 pays).

<sup>13</sup> Cette action fait suite au rapport d'audit de ces marchés réalisé par deux experts de la Cour des comptes (France) sur financement de la BM.

km/100km<sup>2</sup> en 2010). Ces carences ont un impact sur le tissu productif du pays en proie à une desserte d'énergie peu fiable qui oblige les Petites et moyennes entreprises (PME) à se procurer des générateurs à gasoil dont les surcoûts se répercutent sur leur compétitivité. D'un autre côté, l'absence d'un réseau routier moderne ne permet pas aux producteurs, notamment agricoles, de desservir convenablement les marchés. La mise en place d'un Fonds d'investissement public dédié aux infrastructures et le soutien des PTF, dont la Banque, devraient revigorer ces infrastructures d'énergie et de transports, notamment routiers.

25. Prévalence d'un niveau de chômage élevé, du sous-emploi et la faiblesse des ressources humaines : En Guinée, le taux de chômage des jeunes est estimé 30%. Le sous-emploi concerne 9% de la population active. La fonction publique qui était, pendant la période socialiste, le premier pourvoyeur d'emplois, a subi une réduction de 50% de son effectif en 1985, en même temps que 300 entreprises d'Etat étaient liquidées, privatisées ou fermées. Or, le secteur privé moderne qui souffre encore d'un environnement des affaires peu propice n'a pas été en mesure de créer suffisamment d'emplois pour prendre le relais. Ainsi le secteur informel est de loin le premier employeur du pays (90% de la population active). Par ailleurs, la faiblesse des ressources humaines pose un défi majeur au développement de la Guinée. Cette situation est d'autant plus critique que le pays s'apprête à mettre en place un plan de relance nécessitant une forte expertise de la part de l'administration publique. Le secteur minier a de son côté besoin d'une main d'œuvre qualifiée qui fait actuellement défaut. Actuellement ce secteur se trouve obligé de recruter une large part de sa main d'œuvre depuis les pays limitrophes. Les programmes de formation prévus dans le cadre du DSRP II avec l'appui des PTF ainsi que l'implication de la Diaspora guinéenne et son retour escompté par le nouveau

gouvernement atténueront dans une certaine mesure ce gap en attendant la mise en place d'un plan de réforme du système éducatif et de la formation professionnelle. D'autre part, l'accélération du rythme de croissance des prochaines années, la mise en place d'une politique de promotion PME et les investissements dans les secteurs à forte employabilité (notamment agricoles), permettront l'accélération de la création d'emplois et l'amélioration des conditions sociales dans le pays

### 2.2.3 Forces et opportunités

26. Une dotation exceptionnelle de ressources minières : La richesse du sous-sol guinéen est telle que la Guinée est considérée avec la République démocratique du Congo comme des scandales géologiques. Le pays possède plus du tiers des réserves mondiales de bauxite (estimée à 25 milliards de M<sup>3</sup>) ainsi que des réserves importantes de fer (4 milliards de tonnes), d'or, de diamants, d'uranium et d'autres minéraux. Ces dotations qui ont été jusque-là faiblement exploitées, pourraient, avec le renforcement du cadre juridique et des capacités de l'administration publique<sup>14</sup>, jouer le rôle de locomotive du développement économique du pays et assurer à l'Etat des recettes fiscales et non fiscales importantes. Par ailleurs, avec une seule raffinerie d'alumine dont la capacité n'est que de 0,6 million de tonnes, la Guinée exporte environ 95% de sa bauxite à l'état brut, ce qui en fait le pays avec le ratio Alumine/bauxite le plus faible parmi les grands exportateurs de ce minerai. Le pays pourrait ainsi accroître le taux d'intégration du secteur minier par la construction d'une nouvelle usine de transformation du Bauxite en Alumine. Cependant, le lancement d'une industrie aussi consommatrice d'énergie,

<sup>14</sup> Notamment dans le domaine de la comptabilité et de la négociation des contrats d'exploration et d'exploitation

nécessiterait un accroissement de la production énergétique.

27. Un potentiel exceptionnel en ressources hydrauliques et agricoles : Avec un potentiel en eau évalué à 27.000 m<sup>3</sup> par habitant et par an, la Guinée est classée parmi les pays les plus pourvus en eau au monde. De nombreux fleuves y trouvent leur source ou leurs affluents, faisant de ce pays le « château d'eau » de l'Afrique de l'Ouest. Ce potentiel hydraulique pourrait, s'il est mieux exploité, entraîner le développement de plusieurs secteurs de l'économie : (i) le premier est la production énergétique, où la mise en place d'infrastructures telles que les Barrages de FOMI, de Souapiti, et d'Amaria, et des projets d'interconnexion électrique permettront au pays de se transformer en une puissance de production et d'exportation de l'énergie dans la sous-région ; (ii) le deuxième est la navigation fluviale qui pourrait profiter de la mise en place d'infrastructures portuaires pour intensifier la navigation fluviale dans les zones enclavées et entre les pays riverains des fleuves permettant ainsi un accroissement du volume de commerce dans la sous-région<sup>15</sup> ; et (iii) le troisième est le secteur agricole qui peut profiter du potentiel hydraulique, du sol fertile et du climat tropical, pour accroître sa production et assurer la sécurité alimentaire. Le pays pourrait aussi mettre à profit sa longue façade maritime pour développer son industrie halieutique. Ce sont autant d'atouts qui pourraient réduire la pauvreté rurale et hisser la Guinée au rang d'acteur majeur du marché agricole. Le plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) pourrait pallier aux insuffisances de

---

<sup>15</sup> La Guinée, le potentiel d'offre de transport maritime et fluvial est facilité par l'ouverture du pays sur l'océan Atlantique et la disponibilité de plusieurs cours d'eau navigable pendant quatre mois par an. Cependant, du fait d'une absence d'investissements publics, dans le transport fluvial pendant près de vingt ans, les installations sont vétustes, limitant le transport à la Haute Guinée.

l'environnement juridique et financier du secteur, et inverser la baisse tendancielle de la contribution du secteur agricole au PIB.

28. Situation géostratégique : la Guinée occupe une position centrale dans la sous-région. Ayant des frontières communes avec six (6) pays, elle est entourée de la Guinée-Bissau (385 km de frontière), du Sénégal (330 km), du Mali (858 km), de la Côte d'Ivoire (610 km), du Liberia (563 km) et de la Sierra Leone (652 km) en plus de son accès à l'océan Atlantique. Le pays peut tirer profit de son positionnement géographique et de sa stabilité retrouvée pour jouer le rôle d'un hub économique dans la sous-région. Si les infrastructures routières sont renforcées, le pays peut faire transiter une large part du commerce de la sous-région, notamment celui adressée vers des pays enclavés tel que le Mali, par son Port Autonome de Conakry (PAC).

### **2.3 Développements récents en matière de coordination de l'aide**

29. La coordination des donateurs a souffert de l'absence prolongée de la plupart des PTF durant la crise. Mais la situation semble s'améliorer avec la reprise des activités de la plupart des PTF et la mise en place de la Cellule technique de suivi des programmes (CTSP) bénéficiant de l'assistance technique de la Banque et de l'Union européenne (UE). Par ailleurs, les PTF se sont concertés pour coordonner leurs interventions à travers des Groupes thématiques parmi lesquels : (i) Celui en charge de la macro et des finances publiques qui a permis l'élaboration de la matrice conjointe des réformes des finances publiques ; (ii) celui en charge de la coordination de l'appui des PTF dans le secteur minier animé par l'Agence Française de Développement (AFD) ; et (iii) celui en charge du secteur des transports qui regroupe la Banque, l'UE, la Banque mondiale (BM), la Banque islamique de développement (BID), et l'AFD.



30. L'annexe 3 présente les secteurs couverts par les PTF présent en Guinée. Les premières estimations indiquent qu'ils ont soit commis ou sont sur le point de commettre un total d'environ 1,5 milliards d'USD sur la période 2011 à 2014, dont 850 millions à décaisser entre 2011 et 2012. Ce montant qui inclut des projets en cours dont les appuis budgétaires approuvés par la Banque, la BM et l'UE. La matrice de coordination de l'aide démontre que la gouvernance semble être le secteur privilégié par tous les bailleurs. Les secteurs des infrastructures sont également au sommet des priorités des bailleurs notamment celui des transports qui pourrait bénéficier de 28% des fonds prévus pour 2011-2014 et l'énergie (11% des fonds prévus pour 2011-2014). L'éducation de base et techniques pourraient obtenir 15% du support, mais l'intérêt des donateurs pour le secteur de la santé paraît faible.

## 2.4 Positionnement du Groupe de la Banque.

### 2.4.1 Portefeuille de la Banque

#### Composition du portefeuille

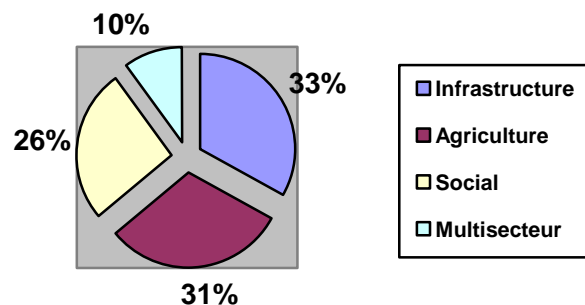
31. **Opérations cumulées :** Depuis le début de sa coopération avec la Guinée en 1974, au 1<sup>er</sup> octobre 2011, le Groupe de la Banque a financé, hors projets multinationaux, 77 opérations (58 projets, 9 études, 7 appuis institutionnels, 3 prêts hors projet) soit un engagement net de 524,05 millions d'UC de différents guichets: FAD (64%), BAD (34%), FSN (2%). La plupart des opérations sont de taille réduite (7 millions d'UC en moyenne), réparties dans divers secteurs, dont les infrastructures (33%), l'agriculture (31%), le social (26%) et le multi-secteur (10%). Sur les 77 opérations financées, 10 sont actuellement en cours d'exécution.

32. Les décaissements au 1<sup>er</sup> octobre 2011, sur le portefeuille global, s'élèvent à 435 millions d'UC soit 83% supérieur à la

moyenne du Groupe de la BAD, établie à 72%.

33. **Opérations en cours :** Au 1<sup>er</sup> octobre 2011 le portefeuille actif comprend dix (10) opérations, pour un montant total net de 92,42 millions d'UC dont 16,49 millions décaissés soit un taux de décaissement de 17,8% contre 42,2% lors de la dernière revue de juin 2009 (cf. annexe 4). Cette baisse importante s'explique par l'approbation, entre janvier et mai 2011, de quatre (4) nouvelles opérations – dans les secteurs des infrastructures/énergie, du social et du multi-secteur – greffant, par leur âge et faibles ou non déboursement, sur le taux global de décaissement. Les autres projets ont, pour la plupart, enregistré des retards liés aux perturbations liées à la situation particulière des années 2009 et 2010.

**Graphique 4 - Composition et engagements par secteur depuis 1974**



34. Le portefeuille est largement dominé par le secteur des infrastructures/énergie (55,7%) suivi du multi-secteur (32,5%), du secteur social (26,2%) et de l'agriculture (4,1%). Cette nouvelle répartition sectorielle, par rapport à la revue de 2009, qui avait vu la dominance des secteurs de l'agriculture (38,2%) et du social (36%), s'explique par les orientations stratégiques du pays, notamment la priorité donnée par les nouvelles autorités au secteur de l'énergie, intégrée par la Banque, dans deux (2) projets pour 26,96 millions d'UC – conformément aux priorités définies dans le Cadre stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté (CSCR) et la revue à mi-parcours du Document de

stratégie par pays axé sur les résultats (DSPAR 2005-2009) de la Banque.

**35. Projets à risque :** Le nombre de projets à risque (PAR) a considérablement baissé, passant de 5 en 2009 (soit 50% du portefeuille) à 2 en 2011. Ces opérations correspondent à 2 projets potentiellement problématiques (PPP), aucun projet à problème (PP) n'étant répertorié – contre 2 opérations classées PP et 3 retenues comme PPP lors de la dernière revue de 2009. Cette performance s'explique notamment par les efforts entrepris pour le suivi et clôture d'opérations à problème, conformément au plan d'action défini en 2009. Le niveau d'engagement à risque (EAR) correspond à 24% en 2011, contre près de 40% en 2009.

### **Performance du portefeuille**

36. La performance globale du portefeuille de la Banque en Guinée est jugée satisfaisante avec une note globale moyenne de 2,23 sur une échelle de 0 à 3, en nette amélioration par rapport à la note de 2,10 de 2009. Ce progrès reflète les efforts réalisés par le Gouvernement et la Banque pour réduire le délai de traitement des dossiers et accélérer le rythme d'exécution des projets. Cette performance globale demeure cependant encore, pour la Guinée, largement affectée d'une part, par les lenteurs en l'absence d'un bureau national de la Banque et d'un point focal au sein de la DNIP, et d'autre part, par les retards d'exécution dus au contexte socio-économique particulièrement difficile des deux dernières années.

37. La mise en œuvre du Plan d'amélioration de la performance du portefeuille pays (cf. annexe 5) contribuera à l'amélioration de la performance et la qualité des opérations financées par la Banque en Guinée. Un certain nombre de difficultés communes à l'ensemble du portefeuille a pu être relevé et hiérarchisé au cours de la revue, à savoir, principalement: (i) problèmes de mobilisation de la contrepartie nationale;

(ii) insuffisance de rigueur dans le suivi technique et financier des projets par les cellules d'exécution et les ministères de tutelle; (iii) la non présence de la Banque à Conakry notamment d'experts en acquisitions pour prendre en charge les problèmes de passation des marchés. La mise en place d'un point focal au sein du ministère des finances et la présence renforcée de la Banque notamment à travers son bureau régional à Dakar (SNFO) aideront les Unités de Gestion des Projets à s'investir pour améliorer la qualité des dossiers, en assurant un meilleur suivi technique et financier. Le Gouvernement s'est engagé à mobiliser sa contribution au titre des fonds de contreparties de financement des projets, et à accélérer le processus de passation des marchés. La Banque entend améliorer encore le traitement des dossiers.

### **Résultats de la mise en œuvre du Plan d'amélioration du Portefeuille**

38. La mise en œuvre du Plan d'amélioration du Portefeuille, tel que défini et conjointement approuvé en 2009, a permis d'assainir considérablement le portefeuille. Sur base des actions conjointement agréées, il a été procédé à la clôture effective, en décembre 2009, de cinq (5) projets dans les secteurs agricoles et sociaux, correspondants à des opérations à risque, ayant connu des problèmes aigus de mise en œuvre, malgré des efforts de restructurations. Une matrice de suivi précise avait par ailleurs été élaborée pour les autres projets, permettant d'accélérer leur achèvement dans les délais impartis. Cela a notamment été possible par la mise en place d'un point focal relativement bien renforcé au sein du ministère des finances, ainsi que par des supervisions de mieux en mieux coordonnées, avec des équipes multidisciplinaires – dont les rythmes de mission ont été fortement accrus depuis le retour à la normalité en 2011.

39. Les unités de gestion bénéficient, de plus, d'une assistance plus étroite de

spécialistes en acquisition, tenant compte des contraintes liées à l'absence d'un bureau national de la BAD à Conakry.

40. En revanche, un certain nombre de préoccupations importantes demeurent et comportent un risque pour le portefeuille. Il s'agit en particulier du retard de mise à disposition des fonds de contrepartie de l'Etat qui empêchent la finalisation de certains travaux de construction, et de fonctionnement des UGP ne disposant pas des fonds de roulement programmés. Par ailleurs, certains ministères de tutelle tardent à s'engager et s'approprier les projets financés par la Banque.

### **Âge du portefeuille**

41. L'âge moyen du portefeuille est de 2,8 ans, soit un net rajeunissement par rapport à 2009 (6,5 ans). Le temps qui sépare l'approbation de l'opération de son entrée en vigueur est de 5,1 mois, performance satisfaisante par rapport à l'objectif de 12 mois fixé par la Banque.

42. Cette amélioration démontre encore les efforts déployés dans le suivi opéré depuis la dernière revue, en particulier pour les opérations d'approbation récente.

### **Leçons tirées du Plan d'amélioration du portefeuille**

43. La Banque et le Gouvernement doivent prendre des mesures énergiques et volontaristes pour continuer à améliorer l'efficacité des projets et leur impact sur le développement, comme consignées dans le Plan d'amélioration du portefeuille. En particulier, le Gouvernement doit poursuivre le renforcement de la discipline budgétaire en vue de maintenir la stabilité macroéconomique indispensable aux appuis budgétaires. Il se doit également de poursuivre les efforts entrepris pour une meilleure appropriation et un suivi rapproché des opérations en cours.

44. La Banque doit poursuivre ses interventions pour le renforcement des capacités institutionnelles. La Banque doit également assurer un suivi plus rapproché

des opérations à travers notamment l'amélioration de la communication, la réduction des délais de traitement des dossiers, l'intensification des missions de supervision, le renforcement des capacités, et le renforcement de sa présence à Conakry.

### **Encadré 3 Impact de la décentralisation sur la gestion du portefeuille**

Bien que le coordonnateur régional en acquisition et le Coordonnateur régional en gestion financière aient été décentralisés à SNFO depuis fin 2009, en termes de périodes opérationnelles, l'expérience est encore plutôt précoce. En outre, SNFO couvre la Guinée uniquement pour les marchés publics et la gestion financière. Les processus sont en cours d'élaboration, les principaux acteurs sont en train d'être engagés à mieux cerner les nouveaux systèmes nationaux de passation de marché et les systèmes nationaux sont en train d'être évalués ; et tout cela prend un peu de temps. Il y a eu certes à ce jour, une réduction globale de temps de traitement des dossiers d'acquisition et de gestion financière, mais il ne donne pas l'image complète de l'impact de la décentralisation.

Le dialogue avec le pays dans les questions d'acquisition s'est amélioré. Cela a des répercussions profondes sur le développement et contribue à atteindre les engagements pris dans le cadre de la déclaration de Paris et du plan d'action d'Accra sur l'efficacité de l'aide ;

Le risque fiduciaire pour la Banque et le pays a également été réduit notamment avec des décisions de haute qualité en matière d'acquisition et une tentative délibérée et consciente à améliorer la capacité du pays en matière de marchés publics.

45. D'autre part, une attention particulière doit être apportée aux calendriers d'exécution des projets afin d'éviter des prorogations de projets trop nombreuses dans le portefeuille car bien que celles-ci met en exergue les difficultés rencontrés dans les multiples interruptions d'activité dans le contexte fragile de la Guinée, elles ont un impact négatif sur la performance globale du portefeuille et sur le calcul de la future allocation pays.

#### 2.4.2 Leçons tirées du DSP précédent

46. **Bilan du DSPAR 2005-2011 :** La mise en œuvre de la stratégie du Groupe de la Banque sur la période 2005-2009 s'est déroulée dans un contexte difficile de crises internationales et d'instabilité socio-politique. Les opérations prévues pour 2009 ont été reportées à 2010 et 2011. La Banque a été cependant l'un des rares PTF à ne pas enregistrer d'arriérés vis-à-vis de la Guinée ce qui lui a permis d'atteindre un certain nombre d'objectifs au sein de ses secteurs d'intervention.

47. Ces interventions ont couvert : (i) la gouvernance, où la Banque a établi avec les autres PTF une matrice conjointe des mesures de finances publiques couvrant tous les aspects de la gouvernance dans le pays et a convenu avec la BM de se focaliser sur un certain nombre de secteurs prioritaires qui ont été soutenues dans le cadre du PADIPOC et du PARCEGEF ; (ii) l'énergie où la Banque a deux projets en cours de réalisation pour un montant cumulé de 26,966 millions d'UC (le Projet de Réhabilitation et d'Extension des Réseaux Electriques de Conakry (PREREC) et le Projet d'Electrification Rurale (PER)) ; (iii) le transport, où elle finance la route Tombo-Gbessia, principale route urbaine de Conakry et qui constitue la principale liaison entre la capitale, l'intérieur du pays et les pays sans façades maritimes comme le Mali. ; (iv) le secteur social, où l'intervention s'est articulée autour de deux projets : le Projet de Développement Social Durable en Haute et Moyenne Guinée (PDSD) et le projet éducation IV ; et (v) l'agriculture où la Banque vient de clôturer trois projets en fin 2010 (projet de développement agricole de la haute Guinée (PADER), le Programme nationale d'infrastructures rurales phase II (PNIR II) et le projet d'hydraulique rurale en haute Guinée (PHR-HG)) et continue à mettre en œuvre le projet de diffusion du riz Nerica (PDRN).

48. **Leçons tirées du DSPAR 2005-2011 :** La mise en œuvre du DSPAR 2005-2011, a permis de dresser un ensemble de leçons qui vont améliorer la mise en œuvre de la prochaine stratégie.

a. La première est que le fait que la Banque ait été l'un des rares PTF à ne pas rompre ces relations avec le pays, lui a permis de maintenir son dialogue et d'avoir une position privilégiée.

b. La deuxième est que l'appropriation des réformes et l'engagement du Gouvernement seront un élément décisif pour l'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE.

c. La troisième est que la dynamique de croissance en Guinée est fortement corrélée avec celle de la discipline et la transparence budgétaire et financière.

d. Enfin, concernant la gestion du portefeuille, le non-paiement des contreparties nationales et du service de la dette émaillé d'épisodes de sanctions pour arriérés, a été une contrainte à la mise en œuvre des opérations du Groupe de la Banque, pendant la période du DSPAR précédente (2005-2011).

### III. STRATEGIE D'ASSISTANCE DE LA BANQUE SUR LA PERIODE 2012-2016

#### 3.1 Justification de l'intervention de la Banque

49. Comme indiqué dans l'introduction (§2 page 1), le nouveau contexte politique marqué par une vision et un cadre stratégique clairs pour les 5 années à venir, la volonté de réformes et de ruptures affichée par les nouvelles autorités ont conduit la Banque à opter pour un DSP complet après le DSP précédent prorogé à 2011.

50. La nouvelle stratégie d'assistance de la Banque pour la Guinée 2012-2016 est basée sur deux piliers, à savoir : **(i) la gouvernance économique et financière ; et (ii) les infrastructures d'appui au développement.** Ce choix a été fait dans le

but d'assister le pays à faire face à ces défis et de l'aider à tirer profit de ses opportunités (cf. sections 2.2.2 et 2.2.3). Elle tient également compte des priorités telles que stipulées dans le cadre stratégique du pays et des axes du programme prioritaire du gouvernement. Ils ont été également pensés dans un souci de complémentarité avec les stratégies d'intervention des autres PTF car même si la plupart d'entre eux semblent privilégier les mêmes secteurs d'intervention, les besoins du pays en matière de gouvernance et d'infrastructure sont tellement importants, que l'intervention de la Banque dans ces secteurs semble indispensable. Ce choix a également résulté d'une réflexion stratégique que la Banque a mené dans le cadre des travaux économique et sectoriels dont la plus importante est **l'Etude phare** (cf. encadré 3), toute en prenant en compte l'importance d'appuyer le secteur privé à travers la bonne gouvernance tel que préconisé par le PEFA.

**Encadré 4 - Etude phare « Infrastructures et Croissance en Guinée**

Dans le cadre du RISP 2011-2015 pour l'Afrique de l'ouest, la Banque s'est engagée à produire un ensemble d'études phares couvrant les Etats fragiles de la région à savoir le Libéria, la Sierra Leone, la Guinée et la Guinée-Bissau. Ces études serviront notamment comme plaidoyer pour l'appui à l'intégration régionale et au développement d'infrastructure dans un contexte aussi bien national que régional. L'Etude phare « Infrastructures et Croissance en Guinée » actuellement en cours a procédé au recensement des sources de fragilité du pays. Les résultats préliminaires de cette analyse, démontrent qu'outre les raisons historiques et le faible niveau de gouvernance, un large part de la fragilité de la Guinée est attribuable à un faible niveau d'infrastructures, y compris le secteur de l'énergie et du transport. Pour y faire face, l'étude proposera un Plan d'action intégré pour les infrastructures pour permettre au pays de tirer profit de ses potentialités minières et agricoles. L'étude a été discutée avec les autorités guinéens et ses partenaires dans le cadre d'un atelier de validation à Conakry le 29 Novembre 2011.

51. Ce choix stratégique est également conforme (i) aux axes de la Stratégie d'intégration régionale de l'Afrique

l'Ouest 2011-2015 (RISP) dont les piliers sont de relier les marchés de la région à travers l'investissement dans les infrastructures et la facilitation du commerce et de l'investissement ; et de renforcer les capacités de mise en œuvre de l'agenda d'intégration régionale ; (ii) les priorités du FAD 12<sup>16</sup> ; (iii) à la Stratégie à moyen terme 2008-2012 de la Banque (iv) aux priorités de la nouvelle politique de développement du secteur privé de la Banque<sup>17</sup>.

**3.2 Résultats attendus et cibles**

**3.2.1 Piliers stratégiques**

52. Eu égard aux justifications déjà mentionnées et (i) aux exigences de sélectivité de la Banque et son expertise sectorielle ; (ii) au montant de l'allocation de la Guinée au titre du FAD XII (47,60 millions d'UC) ; et (iii) aux opportunités qu'offrent les effets de levier inhérents aux projets régionaux, la stratégie d'assistance poursuivra un certain nombre d'objectifs au sein de chaque pilier.

53. **Dans le cadre du Pilier I «gouvernance économique et financière»**, la Banque, en conformité avec sa stratégie en matière de gouvernance et celle pour un Engagement renforcé dans les Etats Fragiles, visera trois objectifs :

54. Objectif 1.1. renforcer la gestion des finances publiques : Pour atteindre cet objectif, la Banque s'attachera à : (a) soutenir les réformes qui visent le renforcement des capacités de gestion et

<sup>16</sup> Infrastructures, gouvernance, intégration régionale et États fragiles.

<sup>17</sup> Dont les objectifs à long terme sont : (i) d'aider à améliorer l'environnement des affaires, et renforcer la compétitivité internationale; (ii) d'élargir la participation et promouvoir l'inclusion dans le secteur privé, soutenir le développement de l'entreprise locale, favoriser la création d'emplois stables et améliorer le bien-être social; et (iii) d'encourager la responsabilité et la durabilité sociale et environnementale ainsi qu'une bonne citoyenneté dans le développement du secteur privé.

de contrôle de l'administration publique, l'assainissement des finances publiques ; (b) appuyer la réforme du système des marchés publics; (c) renforcer la gouvernance locale à travers le renforcement des capacités des élus locaux, la société civile en matières juridiques, législatives ; et (d) accompagner les efforts du gouvernement en planification stratégique et d'appui au DSRP III;

55. Elle assistera par ailleurs, le Gouvernement dans son effort visant à : (a) se libérer du fardeau de la dette en l'assistant dans le processus menant au point d'achèvement de l'IPPTE. Cette assistance passera par un appui à l'exécution du programme soutenu par le FMI; (b) mobiliser des financements externes à travers l'appui à l'organisation de la Conférence des partenaires de la Guinée (cf. encadré 5); et (c) le réexamen des contrats de concession miniers avec l'appui de la Facilité africaine de soutien juridique.

56. Objectif 1.2. Améliorer la gouvernance dans le secteur extractif à travers le renforcement: (a) du cadre législatif (code minier et pétrolier) et (b) de la chaîne de contrôle à travers l'appui à la mise en œuvre de l'ITIE et au soutien de la facilité juridique africaine lors des négociations des contrats miniers.

#### **Encadré 5- Conférence des Partenaires de la Guinée**

La Banque, a depuis février 2011, annoncé son appui au Gouvernement guinéen pour l'organisation de la Conférence de partenariat de la Guinée (CPG). Cet engagement a été réitéré lors de la réunion qu'a eue le Président Kaberuka avec le président Condé lors de la visite de ce dernier à Tunis le 21 Mars 2011. La CPG devrait regrouper les principaux bailleurs de fonds et les partenaires économiques du pays au tour d'une prestation d'une stratégie de développement claire du pays qui devrait déboucher sur une présentation des politiques sectorielles et des projets susceptibles d'intéresser l'ensemble de la communauté des bailleurs de fonds. La Banque en collaboration avec le PNUD et la BM s'est engagée à financer le recrutement d'une équipe de consultants pour préparer les différents documents et a établi, conjointement avec les deux institutions partenaires, une feuille de route qui devrait mener à la tenue de la conférence au début de 2012 soit quelque semaine après les élections législatives. Le choix du lieu, reste cependant à définir, même si la Banque s'est proposé de l'accueillir à Tunis et que le gouvernement guinéen a entamé des discussions avec le gouvernement d'Abu Dhabi pour accueillir la CPG.

57. **Dans le cadre du Pilier II «appuyer les infrastructures d'énergie et de transport** », la Banque poursuivra deux objectifs :

58. Objectif 2.1. Réduire le déficit de production de l'énergie par le développement des infrastructures et de l'interconnexion électrique entre les pays de la-sous-région: Le but est d'améliorer l'accès à l'électricité pour la population et de soutenir le développement du secteur minier, tout en s'orientant via la fenêtre du secteur privé vers la mise en place d'investissements privés ou en PPP. La Banque privilégiera des opérations régionales, en conformité avec le RISP 2011-2015, afin de tirer profit des effets de levier y inhérents au niveau régional.

59. Objectif 2.2. Accroître le développement des infrastructures de transport : Pour atteindre cet objectif, la Banque privilégiera également des projets régionaux intégrateurs qui pourront permettre au pays de tirer profit de son positionnement géostratégique central dans la sous-région et d'accroître le volume du commerce avec les pays limitrophes.

#### **3.2.2 Produits livrables et cibles**

60. **Programmation des ressources du FAD-XII – Opérations de prêts** : Les fonds programmés ne concernent que ceux de l'allocation du pays au titre du FAD-XII estimé en 2011 à 47,67 millions d'UC.

61. Un montant de 20 MUC a été affecté pour le premier pilier, à travers le Programme d'appui budgétaire approuvé par le Conseil de la Banque en mai 2011 La Guinée a également accès à 2,50 millions d'UC au titre du guichet III de la FEF qui ont été alloués à la mise en place de deux programmes de renforcement des capacités. Le reliquat disponible sur le FAD-XII pour 2011-2013 estimé à 27,67 millions d'UC a été entièrement alloué aux actions prévues sous le pilier II. En termes opérationnels, ceci se traduit par la mise en œuvre de trois (3) projets régionaux. Ce choix permettra au pays de mobiliser un

montant supplémentaire de 55,34 millions d'UC au-delà de l'allocation du FAD-XII au titre des fonds régionaux, portant ainsi

62. Dans le secteur de la gouvernance, la Banque a déjà approuvé un appui budgétaire de 20 MUC<sup>18</sup> et un appui ciblé de la FEF de 2,5 MUC qui permettront d'améliorer la gestion des finances publiques du pays tout en appuyant les réformes visant à une meilleure gouvernance notamment dans le secteur extractif. L'appui ciblé couvrira également le renforcement des capacités de l'administration publique notamment dans le secteur des statistiques et de la planification stratégique.

63. Dans le sous-secteur de l'énergie deux projets sont programmés d'ici fin 2013. Le premier est la participation au financement du projet de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG) consistant en la construction d'un barrage et d'une centrale hydroélectrique de 240 MW à Kaléta. Le deuxième projet est le projet d'interconnexion électrique Côte d'Ivoire-Liberia- Sierra Leone -Guinée par la construction de 1360 Km de ligne électrique 225 kv et de 12 sous-stations. La mise en œuvre de ces deux projets permettra : (i) d'accroître le taux moyen d'accès à l'électricité; (ii) de réduire le coût de production du Kwh ; (iii) de réduire le nombre de délestages de production ; (i) de créer des emplois temporaires et permanents ; et (vi) réduire les émissions des gaz à effets de serre.

64. Dans le sous-secteur du transport, la Banque prévoit de financer la route Boké-Québo qui fait partie du programme régional des transports de la CEDEAO. Du fait de son rôle intégrateur, la

le montant total accessible à la Guinée dans la période 2011-2013 à 105,51 MUC (cf. annexe 7).

réalisation de cet axe est en conformité avec le Plan d'Actions à Court Terme du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) dont un des objectifs fondamentaux est de disposer de routes inter-Etats dépourvues de toutes entraves à la libre circulation des biens et des personnes. La réalisation du chaînon manquant Boké-Québo devrait permettre de disposer d'une liaison routière permanente revêtue entre Conakry et Bissau.

65. **Opérations hors prêts :** Afin d'approfondir l'analyse et la compréhension des principaux défis du pays et d'alimenter la réflexion stratégique, la Banque a déjà lancé en collaboration avec le PNUD, dans le cadre du premier programme de la FEF, un ensemble d'études économiques et sectorielles couvrant les thèmes suivants : (i) le profil du secteur privé, (ii) la vision 2035 de la Guinée, (iii) l'étude sur les réformes du secteur financier, (iv) l'étude de faisabilité du cadre PPP, et (v) l'étude sur les Accords de Partenariat Economique (APE). Dans ce même cadre, la FEF apporte un appui dans les domaines du : (i) renforcement des capacités de pilotage du DSRP III (2012-2015); (ii) suivi et promotion de la bonne gouvernance ; (iii) renforcement des capacités de mobilisation et de coordination de l'aide. Ce volet inclut également un soutien à l'organisation de la Conférence des partenaires de la Guinée prévue pour début 2012 dans le but de mobiliser l'aide de la communauté internationale autour de six thèmes à savoir : (i) le développement rural et la sécurité alimentaire, (ii) les infrastructures, (iii) l'éducation, (iv) le développement social, (v) les mines, l'énergie, l'eau, l'environnement et les industries et, (vi) le cadre macroéconomique et le développement institutionnel.

---

<sup>18</sup> Ce programme a été approuvé par le Conseil de la Banque en mai 2011. La première tranche (15MUC) a été décaissée en septembre 2011 alors que la seconde (5MUC) devrait l'être fin 2011 au plus tard.

66. Par ailleurs, un deuxième programme de la FEF soutiendra la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) et la réalisation du troisième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-III). La Banque prévoit également, via son Guichet du secteur privé et la facilité de soutien juridique, d'appuyer la gouvernance dans le secteur minier. Cet appui passera par : (i) le soutien à l'adhésion de la Guinée à l'ITIE, déjà entamé dans le cadre du PARCGEF ; (ii) le soutien à la réforme du Code minier qui prévoit notamment une participation à hauteur de 15% de l'Etat dans toutes les concessions minières, le renforcement de la transparence et la mise en place de pénalités pour le non-respect de la législation ; (iii) le soutien à la révision des conventions minières ; (iv) l'implication dans l'audit opérationnel des sociétés minières ; et (v) la réalisation d'études économiques et financières des conventions minières (au niveau de leurs valeurs, leurs coûts de production, les prix de transfert, etc.).

67. **Fonds fiduciaires :** Outre l'allocation FAD et FEF, la Banque pourrait mobiliser des ressources supplémentaires sur des fonds fiduciaires pour financer des interventions complémentaires aux secteurs couverts par le DSP 2012-2016 qui sont importants pour le développement du pays. A titre d'exemple, l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural pourrait permettre de préparer une stratégie en la matière. D'autres instruments sont également disponibles : l'Instrument de garantie partielle des risques ; le Fonds global pour l'environnement ; la facilité internationale pour le Carbone et le Fonds vert pour l'Afrique.

68. **Programmation des ressources du FAD-XIII (2014-2016) - Revue à mi-parcours :** Les ressources disponibles pour la Guinée au titre du FAD-XIII seront programmées lors de la revue à mi-parcours prévue pour fin 2013, en

conformité avec les orientations stratégiques ainsi définies. Cependant, à ce stade, le Gouvernement dispose d'un ensemble de projets pour former un pipeline indicatif pour 2014-2016. En fonction du niveau des ressources disponibles, la Banque pourrait financer : (i) un appui budgétaire supplémentaire, (ii) un appui institutionnel, portant sur la réforme du système des marchés publics, notamment en ce qui concerne la création, le fonctionnement et le renforcement des capacités d'un organe de régulation des marchés publics ; (iii) un projet d'énergie et (iv) un projet routier (Kankan-Mandiana-Odiene-Boundiali, et/ou Lola-Danane).

### 3.3 Suivi et évaluation

69. Le cadre des résultats a été défini en coordination avec les autorités (cf. annexe 6). Il est aligné avec les indicateurs du DSRP II et ceux de la matrice des réformes communes à tous les PTF. Ce cadre établit la chaîne des résultats pour le programme arrêté pour le DSP 2012-2016 avec des indicateurs de référence, des indicateurs cibles et des indicateurs de progrès. Il sera établi un rapport à mi-parcours fin 2013 et un rapport d'achèvement en 2016.

70. Cependant la faiblesse du système de suivi-évaluation de l'administration guinéenne, peut rendre difficile le suivi des résultats. C'est dans ce cadre que la Banque a prévu un appui à la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) ainsi qu'un programme de renforcement des capacités de pilotage du DSRP III. Deux actions menées dans le cadre de l'appui de la FEF.

### 3.4 Questions de dialogue

71. Le processus de préparation de la stratégie a déjà fait l'objet d'un dialogue continu entre la Banque et les autorités. Deux missions ont été conduites en décembre 2010 et février 2011. Les missions de préparation (cf. encadré 5 ci-dessous) et de dialogue sur le draft du



DSP, ont permis d'approfondir ce dialogue avec le gouvernement, les PTF et les

représentants de la société civile (patronat, associations, ONG etc.).

**Encadré 6 - Principales conclusions de la mission de préparation du DSP 2012-2016  
(1-15 août 2011)**

La mission de la Banque de préparation du DSP qui a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 15 août 2011 a été l'occasion d'un dialogue approfondi avec le gouvernement, les PTF et les représentants de la société civile (patronat, associations et ONG etc.). Ce dialogue a tourné autour des thèmes suivants :

- La stratégie de la Banque : le gouvernement a insisté sur la nécessité d'y inclure les secteurs sociaux. La mission a, de son côté, expliqué que les directives de la Banque en matière de sélectivité exigent une priorisation des besoins. Elle a rappelé par ailleurs que plusieurs secteurs sociaux sont couverts par d'autres PTF et que dans le cadre de la coordination de l'aide, la Banque a choisi d'intervenir dans des secteurs 'budgétivores' tels que les infrastructures énergétiques et routières. Ce choix a été également confirmé par les discussions avec les membres de la société civile et du patronat qui estiment que le manque d'une desserte fiable en énergie et la vétusté du réseau routier, constituent les principales contraintes au développement du secteur privé et par ricochet à la réduction de la pauvreté.
- La préparation de la conférence des partenaires de la Guinée : les deux parties se sont mutuellement engagées à une meilleure coordination. Entre les différents ministères d'un côté et entre différents bailleurs (BAD, BM, PNUD et BID) de l'autre. Par ailleurs, la discussion avec les bailleurs de fonds, notamment l'UE l'USAID et la BM, a prouvé qu'il est préférable de tenir la conférence après les élections législatives initialement prévues pour fin décembre 2011 et dont les nouvelles dates n'ont pas été fixées.
- les perspectives d'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE : la mission a fait le point sur l'état de mise en œuvre du SMP et a mis son expertise à la disposition du gouvernement et des PTF pour étudier l'opportunité des projets d'infrastructures prévues dans le cadre de la Loi de Finances Rectificative 2011.
- Le DSRP III 2012-2015 : la mission a rappelé (i) l'importance pour le pays de respecter les délais de sa préparation ; (ii) d'assurer sa cohérence avec le plan quinquennal 2011-2015 également en cours de préparation et (iii) l'engagement de la Banque, avec les autres PTF à supporter le processus de sa préparation.

72. Ce dialogue continuera pendant la mise en œuvre du DSP 2012-2016 et particulièrement au cours de la mission de revue à mi-parcours. Comme pour la préparation du DSP. Le dialogue portera également sur : (i) l'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE ; (ii) la mise en œuvre des réformes liées à l'appui budgétaire dans le contexte de la coordination de l'aide à travers le groupe Appui budgétaire ; (iii) les préparatifs de la conférence des partenaires de la Guinée (iv) le suivi-évaluation et la mise en œuvre du DSRP II et du futur DSRP III; (v) les perspectives d'intégration régionale et du partenariat avec l'Union européenne ; (vi) la gestion du portefeuille ; (vii) les questions sociales notamment l'emploi des jeunes et (viii) l'adoption du "Readiness Filter" qui permettra d'améliorer la qualité à l'entrée dont la réduction des délais de mise en œuvre des nouvelles opérations. La feuille de route de la décentralisation, approuvée en avril 2011 présente un certain nombre d'options pour répondre à la demande du gouvernement d'ouvrir une représentation de la Banque à Conakry. Ces options seront discutées avec le

gouvernement et étudiés par la Banque. Le but sera d'améliorer la qualité du dialogue avec le gouvernement et les PTF notamment dans un pays post-conflit qui s'apprête à s'engager dans une phase cruciale de reconstruction et de développement.

### **3.5. Risques et mitigations**

73. **Risque d'instabilité sociale** : Les pressions inflationnistes, le fort taux de chômage et le retard dans la distribution des "dividendes de la démocratie" peuvent détériorer la stabilité sociale que le pays est en passe de recouvrer. L'atténuation de ce risque passe par : (i) la mise en place d'une politique anti-inflationniste visant notamment à stabiliser le cours du GNF ; et (ii) la mise en œuvre du programme d'urgence afin de réhabiliter rapidement les infrastructures de base (desserte d'eau et d'électricité). Ce programme, dont une partie sera financée par le budget national, nécessite également le soutien des bailleurs de fonds sollicité lors de la table ronde qui s'est tenue à Conakry les 06 et 07 avril 2011.

**74. Risque de conflit lors des élections législatives :** Les élections législatives qui devraient avoir lieu à fin de l'année 2011 et qui sont reportées à 2012 risquent de donner lieu à des conflits entre les partisans des différents leaders politiques. La responsabilité des leaders politiques sera cruciale dans l'apaisement de ce climat, un sens de responsabilité dont ils ont déjà fait preuve lors des élections présidentielles de 2010. Les institutions internationales, notamment l'ONU et la CEDEAO, auront également un rôle important dans ce contexte. L'amélioration du climat économique permettra également la tenue de ses élections dans un climat serein. En définitive, il faut enfin espérer que la nouvelle ère politique que la Guinée vient d'ouvrir puisse permettre l'éclosion d'une vie politique moderne sans tension sociale ni ethnique.

**75. Risque de mal-gouvernance des finances publiques:** La faiblesse du cadre fiduciaire et la persistance de pratiques douteuses au sein de l'administration publique fait peser un risque de mauvaise gestion des ressources, y compris celles octroyées par les PTF. Ce risque peut être mitigé par la mise en œuvre des programmes d'appui à la gouvernance, dont ceux de la Banque qui permettront de renforcer les cadres législatifs, fiduciaires et de contrôle des finances publiques, y compris en matière de passation des marchés. En outre, le renforcement et la consolidation des organes de contrôle, l'adoption du nouveau code minier et la perspective de l'adhésion prochaine du pays à l'ITIE pourraient avoir un rôle décisif dans l'instauration d'une gestion plus saine des finances publiques.

## **IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

### **4.1 Conclusions**

76. Depuis la réussite du processus électoral de novembre 2010, la Guinée a entamé une période charnière de son histoire caractérisée par une normalisation progressive de sa vie politique ainsi que

ses relations avec la communauté internationale dont la Banque. La Banque qui a été l'un des rares PTF à ne pas rompre ses relations avec le pays durant la crise, est le premier PTF à opter pour la mise en place d'une nouvelle stratégie couvrant la période 2012-2016.

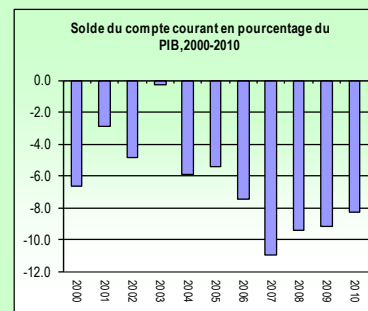
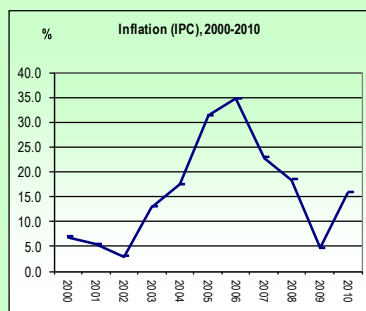
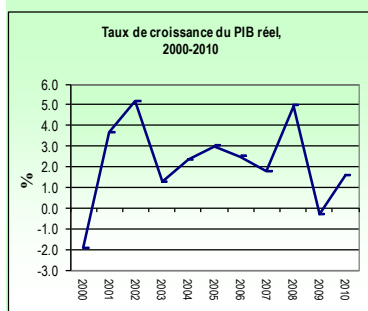
77. La stratégie proposée est conforme au DSRPII (2007-2010) prorogée à 2012, le plan quinquennal (2011-2015) et du DSRPIII (2011-2015) en cours d'élaboration. Elle tient compte des besoins importants du pays tout en privilégiant une approche sélective largement basée sur des opérations régionales capables d'assurer des effets de levier importants en matière de financement et d'impacts.

### **4.2 Recommandations**

78. Les Conseils sont invités à examiner et approuver la Stratégie d'assistance de la Banque en Guinée 2012-2016, basée sur deux piliers complémentaires, à savoir : (i) la gouvernance économique et financière ; et (ii) les infrastructures d'appui au développement.

## Annexe 1 Principaux indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	Unité	2000	2005	2006	2007	2008	2,009	2010 (e)
<b>Comptes nationaux</b>								
RNB aux prix courants du marché	Million \$ E.U.	3 035	2 658	2 496	3 819	3 321	3 692	...
RNB par habitant	\$ E.U.	400	350	310	320	340	370	...
PIB au prix courants	Million \$ E.U.	2 995.4	2 954.4	2 949.6	4 140.9	4 498.6	4 380.4	4 533.2
PIB aux prix constants de 2000	Million \$ E.U.	2 995.4	3 484.8	3 571.9	3 634.6	3 814.1	3 802.6	3 862.2
Croissance du PIB en termes réels	%	-1.9	3.0	2.5	1.8	4.9	-0.3	1.6
Croissance du PIB par habitant en termes	%	-3.8	1.0	0.4	-0.4	2.6	-2.6	-0.9
Investissement intérieur brut	% du PIB	13.6	25.2	22.6	19.8	22.1	17.3	22.1
Investissement public	% du PIB	5.0	3.2	3.0	2.6	2.9	2.4	6.0
Investissement privé	% du PIB	8.5	22.0	19.6	17.3	19.2	14.9	16.2
Epargne nationale	% du PIB	13.3	19.1	15.0	5.4	4.8	2.9	0.3
<b>Prix et Monnaie</b>								
Inflation (IPC)	%	6.9	31.4	34.7	22.9	18.4	4.7	15.8
Taux de change (moyenne annuelle)	monnaie locale / \$ E.U.	1,746.9	3,644.3	5,350.0	4,122.8	5,500.0	...	...
Masse monétaire, variations annuelles (M)	%	...	33.4	...	...	...	...	...
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB)	%	11.7	18.6	...	...	...	...	...
<b>Finances publiques</b>								
Recettes totales et dons	% du PIB	13.7	15.2	17.1	15.8	16.3	16.7	16.7
Dépenses totales et prêts nets	% du PIB	17.2	16.0	17.5	15.3	17.5	25.1	28.7
Déficit (-) / Excédent global (+)	% du PIB	-3.4	-0.9	-0.3	0.5	-1.2	-8.4	-12.0
<b>Secteur extérieur</b>								
Variation en volume des exportations (ma)	%	5.0	4.1	-3.5	3.9	16.3	-6.0	-4.6
Variation en volume des importations (ma)	%	-3.6	-1.5	9.4	22.7	-11.1	4.6	1.7
Variation des termes de l'échange	%	-7.7	-6.3	9.0	8.1	-24.0	12.2	20.5
Solde des comptes courants	Million \$ E.U.	-200.2	-160.4	-221.4	-455.6	-423.2	-403.5	-375.7
Solde des comptes courants	% du PIB	-6.7	-5.4	-7.5	-11.0	-9.4	-9.2	-8.3
Réserves internationales	mois d'importations	1.6	0.8	...	...	...	...	...
<b>Dettes et flux financiers</b>								
Service de la dette	% des exportations	15.3	13.9	12.2	11.1	10.6	8.3	12.2
Dettes extérieures totales	% du PIB	108.9	109.5	108.1	78.3	68.9	68.8	67.4
Flux financiers nets totaux	Million \$ E.U.	329.3	160.8	177.1	236.0	227.3	189.3	...
Aide publique au développement nette	Million \$ E.U.	152.9	198.1	169.5	228.1	327.6	214.7	...
Investissements nets directs en prov. de l'é	Million \$ E.U.	9.9	105.0	125.0	385.9	381.9	140.9	...



Source : Département de la statistique de la BAD; FMI: Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2010 et Statistiques financières internationales, avril 2011; Département de la statistique : Development Data Platform (base de donnée), avril 2011; OCDE, Division des systèmes statistiques.

Notes : ... Données non disponibles ' (e) Estimations

Dernière mise à jour : Mai 2011

**Annexe 2 :  
Conditions d'éligibilité de la Guinée au Pilier III de la FEF.**

<p><b>Critères d'éligibilité à l'appui supplémentaire de la Facilité en faveur des États fragiles</b> <b>Critères d'éligibilité applicables à la première étape</b></p>
<p><b>Engagement à consolider la paix et la sécurité</b> L'accord de Ouagadougou de janvier 2010 a permis à la Guinée d'organiser les premières élections libres de son histoire en décembre 2010. Ce dénouement fait suite à 10 ans de crise sociale et politique qui ont atteint leur paroxysme lors des événements sanglants de septembre 2010. Le nouveau gouvernement qui a hérité d'une situation complexe avec des services de base déficients, des pénuries d'énergie et d'eau, une corruption au sein d'une fonction publique s'est engagé dans des réformes structurelles. Si les élections législatives sont bien gérées elles devraient marquer la fin de la transition, et constituer la première étape décisive pour le nouveau gouvernement</p>
<p><b>Besoins sociaux et économiques non satisfaits</b> En dépit de ses richesses naturelles, des potentialités de son sol et sous-sol, les indicateurs socioéconomiques de la Guinée sont parmi les plus faibles de la sous-région. La pauvreté a augmenté depuis un niveau déjà élevé (estime à 55% en 2010) alors que la Guinée est dans le dernier quintile de l'indicateur de développement humain (156/170 en 2010), une partie relativement importante de la population guinéenne (estimée à 32%) vit dans une situation de précarité alimentaire.  Les services de base (eau, électricité, santé, routes) souffrent de déficiences importantes en matière d'infrastructure. Le pays est fragilisé par l'instabilité créée par les multiples conflits internes dans les pays de la sous-région, le niveau élevé de la corruption, le sous-emploi et chômage auprès d'une population essentiellement jeune (1 personne sur 3 a moins de 16 ans) qui exacerbe les inégalités de revenu et les problèmes liés au trafic de la drogue. Dans ce contexte la réduction de la pauvreté est une des priorités du gouvernement qui, si mise en échec, pourrait alimenter les tensions socio-politiques.</p>
<p><b>Critères d'éligibilité applicables à la deuxième étape</b></p>
<p><b>Conditions macroéconomiques améliorées et saines politiques de la dette</b> Les prévisions de croissance pour 2011 (4%) reflètent la montée des prix de l'aluminium sur la période. Le retour de l'ordre constitutionnel, la restauration de la confiance de la part des partenaires au développement et le renforcement de la stabilité dans la sous-région, devraient accélérer le rythme de l'investissement privé, surtout dans le domaine minier. Plusieurs projets d'infrastructure sont prévus et les investissements publics devraient demeurer élevés grâce à l'excédent fiscal. Les prévisions budgétaires prévoient un déficit pour 2012 aux environs de 7,6%.  Les perspectives d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative pays pauvre très endetté (IPPTE) d'ici 2012 sont réelles et devraient libérer le budget de l'Etat d'une large part de la dette extérieure. Ces réformes devraient favoriser l'engagement du secteur privé et permettre la résorption de certaines tensions, notamment en matière fiscale et de chômage. La gestion transparente et diligente de ces réformes, notamment dans les secteurs porteurs des mines, sera cruciale pour la stabilité économique et sociale du pays. Dans ce contexte, les prochaines élections législatives détermineront la réelle capacité du gouvernement à conduire les réformes nécessaires</p>
<p><b>Transparence des comptes publics</b> Le rapport sur la gestion financière et les marchés publics joint en Annexe 4 démontre qu'aucune avancée significative dans le domaine des marchés publics n'a été constatée et l'utilisation excessive du gré à gré continue de constituer un risque fiduciaire dans la dépense publique</p>

**ANNEXE 3 :  
Domaines d'intervention des principaux PTF (2008-2010)**

Secteurs	BAD	BM	UE	Allemagne GIZ	Espagne AECID	France AFD	EU AID	Japon	Chine	IsDB	FMI	UNICEF	PNUD
Appui Budgétaire	x	x	x								x		
Gouvernance	x	x				x	x			x			
Modernisation de la fonction publique et de la justice et Décentralisation		x	x			x	x						x
Secteur de Sécurité			x			x							x
Santé et Nutrition		x	x	x			x					x	x
Education de base et formation professionnelle liée au secteur minier	x	x		x		x	x					x	
Développement urbain		x	x			x				x			
Energie	x												
Transport	x	x				x			x	x			
Environnement													x
Eau et assainissement		x						x		x			
Agriculture	x	x			x	x		x					
Infrastructures rurales	x					x						x	
Emploi des jeunes		x											
Sécurité sociale		x	x									x	

**Annexe 4**  
**Guinée – Projets en Cours, Situation au 01.10.2011**

Secteur/Projet	Date Approb.	Date Signat.	Date Achèv.	Source de finan.	Montant Approuvé (UC)		% Déb.	Age (mois)	Performance du Projet	Risque
<b>Agriculture</b>										
NERICA dissemination Project - Guinea	26.09.03	13.02.04	30.12.11	ADF Loan	3,000,000	1,940,331.50	64.68	84.8	2.22	Non PP
<b>Total Agriculture</b>					<b>3,000,000</b>	<b>1,940,331.50</b>	<b>64.68</b>	<b>84.8</b>	<b>2.22</b>	
<b>Infrastructure/Energie</b>										
REAMENAG. A 2x2 VOIES TOMBO-AEROP. GBESSIA	13.07.05	22.07.05	31.12.10	ADF Grant	8,250,000	2,889,754.43	35.03	60.11	1.88	PPP
GUINEE – DON SUPPLEMENTAIRE	29.04.09	13.05.09	31.12.12	ADF Grant	5,170,000	269,760.78	5.22	24.3	-	Not rated
Réhabilitation des réseaux électriques	29.10.08	13.05.09	31.12.13	ADF Grant	12,000,000	1,513,210.75	12.61	24.8	2.07	Non PP
PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE	21.01.11	15.02.11	31.12.15	ADF Grant	14,960,000	0	0	5.0	-	Not rated
<b>Total Infrastructure/Energie</b>					<b>40,380,000</b>	<b>4,672,725.96</b>	<b>11.57</b>	<b>28.55</b>	<b>1.97</b>	
<b>Secteur Social</b>										
Education IV	13.07.05	22.07.05	31.12.11	ADF Grant	14,000,000	8,130,265.83	58.07	60.11	1.94	PPP
PDSH HTE & M. GUINEE PHASE II	09.02.11	15.02.11	31.12.13	ADF Grant	5,000,000	551,082.78	11.02	4.0	2.78	Non PP
<b>Total Secteur Social</b>					<b>19,000,000</b>	<b>8,681,348.61</b>	<b>45.69</b>	<b>32.05</b>	<b>2.36</b>	
<b>Multi- Secteur</b>										
PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPAC.	26.07.06	15.09.06	31.12.11	ADF Grant	2,500,000	1,196,032.18	47.84	48.11	2.06	Non PP
PARCGEF	31.01.11	15.02.11	31.12.14	ADF Grant	7,544,000	0	0	5.0	-	Not rated
PROGRAMME D'APPUI AUX REFORMES ECONOMIQUES	18.05.11	10.06.11		ADF Grant	20,000,000	0	0	1.0	2.70	Non PP
<b>Total Multi-Secteur</b>					<b>30,044,000</b>	<b>1,196,032.18</b>	<b>47.84</b>	<b>18.03</b>	<b>2.38</b>	
<b>GRAND TOTAL – 10 Projets En Cours</b>					<b><u>92,424,000</u></b>	<b><u>16,490,438.2</u></b>	<b><u>17.8</u></b>	<b><u>31.7</u></b>	<b><u>2.23</u></b>	<b><u>2 PPP/</u></b> <b><u>5 Non PP/</u></b> <b><u>3N. Rated</u></b>

**ANNEXE 5**  
**PLAN D'ACTION POUR L'AMELIORATION DU PORTEFEUILLE EN GUINEE 2011**

PRINCIPAUX PROBLEMES IDENTIFIES	ACTIONS REQUISES	RESPONSABILITE	DATE BUTOIR
<b>Démarrage des opérations</b>			
Lenteur au démarrage liée à la mise en place des cellules des projets	- S'assurer qu'un minimum de moyens matériels et de fonctionnement soit disponible au démarrage des opérations	GVT/BAD	Revue trimestrielle
<b>Aspects financiers</b>			
Délais très longs dans l'approbation des contrats et des demandes de paiements par les autorités compétentes	- Sensibiliser sur la nécessité d'accélérer la signature des contrats conformément aux délais contraignants du code des marchés publics et le circuit d'approbation des demandes de paiement	GVT	Revue trimestrielle
<b>Règles et procédures d'acquisition</b>			
Insuffisance maîtrise des règles de procédures de la Banque en matière d'acquisition	- Assurer dans les délais les missions de lancement et prévoir des formations en acquisition pour les agences d'exécution	BAD/GVT	Revue trimestrielle
	- Amener les CEP à utiliser les dossiers types de DAO de la Banque	GVT/BAD	
<b>Gestion et suivi des opérations</b>			
Déficiences dans l'appropriation et le suivi des opérations au niveau national	- Impliquer davantage les départements sectoriels concernés et développer des mécanismes internes de suivi des activités	GVT	Revue trimestrielle
Retard de la Banque dans la communication des avis de non objection	- Réduire le nombre de projets par expert en développant des projets de taille élevée et responsabiliser le futur point focal des projets BAD et la DNIP	GVT/BAD	Revue trimestrielle
<b>Mesure de la performance et des impacts</b>			
Faible culture de la gestion axée sur les résultats	- Veiller à ce que les systèmes de suivi-évaluation soient basés sur le système de gestion axée sur les résultats et faire connaître les résultats à travers une stratégie de communication	GVT/BAD	Revue trimestrielle

**Annexe 6 :  
Cadre logique**

Objectifs du DSCR-II	Problèmes entravant la réalisation des objectifs de développement du pays	Résultats et secteur d'intervention du DSP	Objectifs que la Banque se propose de réaliser avec ses interventions	Indicateurs de progrès		Délivrables de la Banque
				A mi-parcours (2014)	En fin de période (2016)	
<b>Pilier 1 « appuyer les efforts en matière de bonne gouvernance économique et financière »</b>						
amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines;	Faiblesse du cadre fiduciaire du pays	Gestion des finances publiques renforcé	soutenir les réformes qui visent le renforcement des capacités de gestion et de contrôle de l'administration publique, l'assainissement des finances publiques, et le renforcement des structures publiques ;	Définition des attributions de l'Agence chargée de l'Administration et du Contrôle des Grands Projets (ACGP)	A déterminer lors de la revue à mi-parcours	Appui budgétaire
			appuyer la réforme du système des marchés publics.	Audit de tous les marchés publics réalisés entre 2008 et 2009 Promulgation d'un nouveau code des marchés publics	Création d'un organe de régulation des marchés publics chargé du contrôle a posteriori des procédures de passation des marchés.	Appui budgétaire
			renforcer la gouvernance locale à travers le renforcement des capacités des élus locaux, société civile en matières juridiques, législatives et la gouvernance économique et fiscale		A déterminer lors de la revue à mi-parcours	
			accompagner les efforts du gouvernement en termes de planification stratégique	Finalisation du DSRP III Finalisation du plan quinquennal Finalisation de la vision 2035	Finalisation du DSRP IV	Appui ciblé
	Gouvernance dans le secteur extractif améliorée.	Renforcer le cadre législatif et la chaîne de contrôle dans les secteurs extractifs	adoption du code minier atteinte de l'ITIE renégociations des contrats miniers	adoption du code pétrolier	facilité de soutien juridique africaine	



			Libérer le pays du fardeau de la dette (via l'IPPTE),	Atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE	A déterminer lors de la revue à mi-parcours	Appui budgétaire Appui ciblé
	Faiblesse des ressources financières de l'Etat	Budget de l'Etat renforcé	Accroître le revenu que tire l'Etat du secteur minier	réexaminer des contrats et des termes des concessions minières Promulgation d'un nouveau code minier	<ul style="list-style-type: none"> <li>(ré) examiner les contrats de concession minières et étudier leurs aspects économiques et financiers</li> <li>Amélioration des capacités de l'administration publique en matière de négociation des contrats minières.</li> </ul> Promulgation d'un nouveau code pétrolier	accès à la facilité de soutien juridique africaine lors des négociations des contrats minières)
			Mobiliser des financements externes,	Tenue de la Conférence des partenaires au développement	Support significatif de la part des "amis de la Guinée" à la transition démocratique	organisation de la Conférence des partenaires au développement
<b>Le Pilier 2 «les infrastructures d'énergie de de transport»</b>						
accélération de la croissance et la création d'opportunités d'emplois ; et l'amélioration de l'accès à des services sociaux de qualité	l'insuffisance des infrastructures économiques de soutien au développement des secteurs porteurs de croissance ;	Réduire le déficit de production de l'énergie par le développement des infrastructures et de l'interconnexion électrique entre les pays et la-sous-région:	Mise en place de projets régionaux dans le domaine de l'énergie et du transport  Mise en place d'investissements privés ou en PPP visant l'amélioration des infrastructures nécessaires au développement du secteur minier (transport et énergie).		<ul style="list-style-type: none"> <li>construction d'un barrage et d'une centrale hydroélectrique de 240 MW à Kaléta.</li> <li>créer 1400 emplois</li> <li>Faire passer le taux moyen d'accès à l'électricité dans les 4 pays connecté à ce projet de 21% en 2009 à plus de 52% en 2016.</li> <li>faire passer le coût du Kwh de 15 centimes d'euros à 11,6 centimes d'euros en 2016 ;</li> <li>porter le nombre de délestages de production de 600 en 2005 à entre 150 et 200 en 2016</li> <li>réduire les émissions des Gaz à effets de Serre de 525.000 tonnes par ans</li> </ul>	OMVG

					<ul style="list-style-type: none"> <li>• construction de 1360 Km de ligne électrique 225 kv et de 12 sous-stations</li> <li>• Faire passer le taux d'accès moyen de l'électricité dans les 4 pays de 9% en 2010 à 15% en 2015.</li> <li>• Créer 5000 emplois relié au projet et 450 postes permanent ;</li> <li>• Réduire le coût moyen de production de 20 centimes d'USD par kwh à 8 centimes 'USD en 2020</li> <li>• réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.</li> </ul>	Interconnexion CLSG
		Accroître le développement des infrastructures de transport			Disposer d'une liaison routière permanente revêtue entre Conakry et Bissau	Route Boke Kobe

**Annexe 7 - Programmation des opérations du FAD-XII (2011-2013) et de la FEF (en millions d'UC)**

<b>Operations de prêts</b>					
	<b>Année</b>	<b>FAD XII</b>	<b>FEF (Pilier III)</b>	<b>Fonds régionaux</b>	<b>Total</b>
<b>Pilier I – Appuyer la bonne gouvernance économique et financière</b>					
Appui budgétaire	2011	20,00			20,00
Appui ciblé	2011		2,50		
<b>Sous total</b>		<b>20,00</b>	<b>2,50</b>		<b>22,50</b>
<b>Pilier II – Appuyer les infrastructures d'énergie et de transport</b>					
Interconnexion CLSG	2012	12,00		24,00	36,00
Route Boké-Quebo	2013	3,67		7,34	11,01
OMVG	2013	12,00		24,00	36,00
<b>Sous total</b>		<b>27,67</b>		<b>55,34</b>	<b>83,01</b>
<b>Total</b>		<b>47,67</b>	<b>2,50</b>	<b>55,34</b>	<b>105,51</b>
<b>Travaux économiques et sectoriels</b>					
profil du secteur privé,	<b>2012</b>		<b>x</b>		
la vision 2035 de la Guinée	<b>2013</b>		<b>x</b>		
étude sur les réformes du secteur financier,	<b>2013</b>		<b>x</b>		
étude de faisabilité du cadre PPP, et	<b>2013</b>		<b>x</b>		
l'étude sur les Accords de Partenariat Economique (APE).	<b>2012</b>		<b>x</b>		

**Annexe 8 : Carte de la Guinée et de la sous-région**

